

# PROGRAMME



***Parti communiste  
révolutionnaire***



## PROGRAMME



**Parti communiste  
révolutionnaire** 

# PROGRAMME du *Parti communiste révolutionnaire*

1	Notre plan de bataille pour faire la révolution	2
2	Notre ligne fondamentale : le marxisme-léninisme-maoïsme	3
3	Le capitalisme : un système d'exploitation, de misère et de destruction	6
4	Deux vastes camps qui s'affrontent	9
5	La bourgeoisie, une classe puissante à liquider	10
6	Le prolétariat exploité, fer de lance de la révolution socialiste	13
7	Contre l'oppression nationale ! Contre le nationalisme et le chauvinisme ! Pour l'égalité absolue des langues et des nations !	15
8	Les femmes du prolétariat : longtemps reléguées à l'arrière, elles sont maintenant à l'avant-plan !	18
9	Notre objectif : le communisme	21
10	La voie de la révolution au Canada : la guerre populaire prolongée	27
11	Édifions et bâtissons le parti communiste révolutionnaire du prolétariat canadien !	30
12	Une armée rouge, pour affronter et vaincre l'ennemi	32
13	Transformer la colère des masses en force pour la révolution	33
14	En avant vers la révolution prolétarienne !	35



Pour joindre le **Parti communiste révolutionnaire** :  
a/s Bureau d'information politique, 1918, rue Frontenac, Montréal (Qc) H2K 2Z1  
[info@pcr-rcp.ca](mailto:info@pcr-rcp.ca) • [www.pcr-rcp.ca](http://www.pcr-rcp.ca)

# 1 Notre plan de bataille pour faire la révolution

**L**e Programme du Parti communiste révolutionnaire présente la stratégie que le prolétariat canadien devra suivre pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie canadienne, détruire le système capitaliste et construire une nouvelle société, socialiste, qui sera elle-même le prélude à une société sans classes, au communisme. Il présente les grands objectifs que le prolétariat poursuit et fixe les tâches les plus importantes qu'il nous faut entreprendre et réaliser pour les atteindre. C'est en quelque sorte la marche à suivre, notre **plan de bataille** pour mener à terme et remporter le combat historique que nous livrons pour nous émanciper nous-mêmes et avec nous, pour émanciper l'humanité tout entière.

Un tel programme est selon nous nécessaire, d'une part pour **unifier les éléments d'avant-garde**, les prolétaires révolutionnaires, qui souhaitent lutter pour un changement véritable au Canada et qui ont besoin, pour ce faire, de partager à la fois une compréhension commune de la situation qui prévaut et de ce qu'il faut faire pour atteindre tel changement ; d'autre part pour **fonder l'activité du parti communiste révolutionnaire** que nous construisons et dont nous avons besoin pour diriger et faire avancer la lutte pour le communisme.

Contrairement aux programmes des partis bourgeois, le programme communiste ne contient pas de promesses destinées à séduire l'électorat. On n'y prétend pas pouvoir améliorer significativement la situation des travailleurs et des travailleuses dans le cadre du système actuel. On n'y fait pas croire, non plus, que l'action ou la volonté de politiciens professionnels – fussent-ils affublés d'une étiquette « socialiste » ou « communiste » – pourrait remplacer l'action des masses exploitées elles-mêmes, qui seules ont la capacité de transformer réellement la société et de la conduire à une étape supérieure.

En fait, notre programme part d'une prémisse radicalement opposée : à savoir qu'il est impossible et illusoire de vouloir réformer le système capitaliste si on veut

satisfaire les besoins et réaliser les aspirations à l'émancipation et à la libération de tous et toutes les opprimés ; et qu'il est nécessaire, par conséquent, d'organiser et de mener la lutte révolutionnaire pour le renverser et le détruire.

Le programme communiste ne prétend donc pas représenter les intérêts de tout un chacun. Nous partons au contraire du principe que **la société est divisée en classes**, dont les intérêts sont diamétralement opposés ; qu'au sommet trône la **bourgeoisie** – i.e. la



classe des capitalistes qui possèdent les moyens de production, qui vivent, directement ou indirectement, de la plus-value extorquée au prolétariat, et de tous ceux et celles qui sont les agents loyaux du système et participent directement à son maintien ; qu'à la base, on retrouve le **prolétariat**, qui constitue la grande majorité de la population, composé de tous ceux et de toutes celles qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail qu'elles et ils doivent vendre pour subsister.

Alors, le programme communiste n'est pas neutre. Il s'appuie sur les intérêts de la classe dominée – i.e. du prolétariat – et sur eux strictement. C'est un outil de combat

qui nous permet de comprendre qui nous sommes, d'où nous venons, à qui on fait face, vers où on doit aller et surtout, comment on y arrivera.

Marx et Engels, les fondateurs du communisme, ont bien montré comment la bourgeoisie, qui a pourtant joué dans l'histoire un rôle « éminemment révolutionnaire » en renversant et en détruisant l'ancien mode de production féodal, est maintenant devenue une classe totalement réactionnaire, comme les anciennes classes exploiteuses qui l'ont précédée, et qu'elle constitue désormais un frein au développement économique et social. Les auteurs du *Manifeste du parti communiste* ont aussi démontré qu'en développant les moyens de production et d'échange sur la base des rapports de production capitalistes, la bourgeoisie « n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi

*les hommes qui manieront ces armes – les ouvriers modernes, les prolétaires ».*

Armé de cette compréhension, le prolétariat a dès lors entrepris la lutte historique pour se débarrasser de la bourgeoisie. Depuis la Commune de Paris jusqu'à la Révolution chinoise de 1949, en passant par la glorieuse Révolution d'octobre 1917 en Russie, le prolétariat révolutionnaire a remporté des victoires monumentales et écrit parmi les plus belles pages de l'histoire de l'humanité. Cette lutte en est encore à ses débuts.

Ayant atteint son stade suprême, le capitalisme de l'époque impérialiste a désormais étendu son règne sur toute la planète.

Après plus de 200 ans d'existence, il a prouvé qu'il est le système le plus féroce qui ait jamais existé.

Au Canada, la bourgeoisie remplit ses coffres à grande vitesse. Il se vend pour 20 milliards de dollars de biens à chaque mois au pays. Pourtant, la majorité des prolétaires arrivent de moins en moins à se payer le nécessaire, un loyer décent et de la nourriture. La classe ouvrière s'appauvrit globalement depuis 15, 20 ans, les salaires ont diminué, nos conditions d'existence sont de plus en plus précaires. Et pendant ce temps à l'échelle de la planète, les trois milliardaires les plus riches accumulent une fortune supérieure à la richesse totale du groupe des pays les plus pauvres, où vivent pourtant 600 millions de personnes ! Les capitalistes prétendent que leur système est le plus avancé qu'on puisse atteindre, mais tout ce qu'ils nous offrent aujourd'hui, c'est encore plus de misère, plus d'exploitation, plus de racisme et de divisions ; c'est la domination des idées les plus rétrogrades et abjectes ; c'est la violence contre les opprimés, les guerres les plus barbares, la destruction de l'environnement et la promesse d'un avenir encore plus sombre.

Mais fort de l'expérience tant positive que négative accumulée depuis maintenant plus de 150 ans, le prolétariat peut et doit arborer à nouveau le drapeau rouge, le drapeau communiste. De fait, le mouvement révolutionnaire international est plus fort aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. Il renaît présentement dans les pays dominés par l'impérialisme, au Pérou, aux Philippines, en Inde, au Népal, au Bangladesh, en Turquie notamment, là où se développe avec de plus en plus de force la guerre populaire.

À nous, prolétaires du Canada, d'apporter notre contribution au mouvement international qui se développe pour mettre fin à la barbarie capitaliste et pour assurer le triomphe du socialisme et du communisme en entreprenant sans plus tarder la lutte pour renverser la bourgeoisie canadienne !



## 2 Notre ligne fondamentale : le marxisme-léninisme-maoïsme

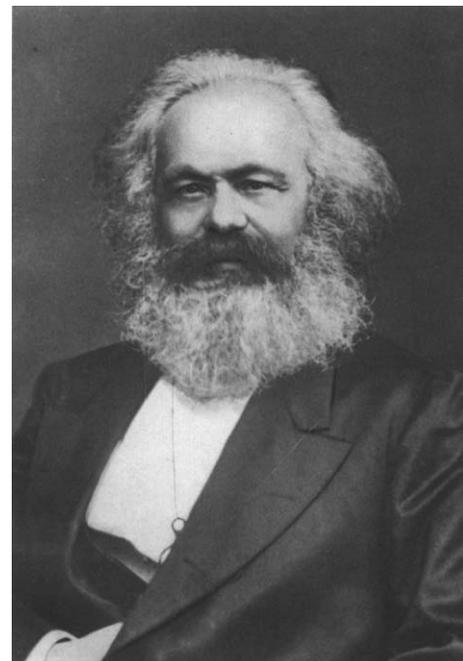
**A**u niveau idéologique, le Parti communiste révolutionnaire s'appuie sur le marxisme-léninisme-maoïsme – la synthèse de l'expérience du mouvement communiste révolutionnaire depuis sa naissance jusqu'à aujourd'hui. Au fil des luttes du prolétariat et des masses opprimées, certains penseurs et praticiens communistes et révolutionnaires, et plus particulièrement Karl Marx, Vladimir Lénine et Mao Zedong ont étudié, enquêté, expérimenté et théorisé ces expériences, pour élaborer une science toute nouvelle. C'est cette science que nous appelons le marxisme-léninisme-maoïsme – un guide indispensable pour faire la révolution et nous mener jusqu'au communisme.

L'élaboration de cette science n'est pas seulement l'œuvre des qualités personnelles de Marx, Lénine et Mao. Elle est d'abord un fait d'époque. Le capitalisme, en développant les forces productives et les sciences de façon phénoménale, a permis alors de mieux comprendre le monde dans sa globalité et son évolution historique. Avant le capitalisme, une vision aussi précise du monde et de son évolution était impossible. L'élaboration de cette science a été produite grâce à l'implication de Marx, Lénine et Mao dans la lutte de classe, dans la lutte idéologique très vive de leur temps, dans la lutte à l'intérieur de leurs partis révolutionnaires respectifs et dans les Internationales communistes où ils ont œuvré. Sans cette implication profonde dans la lutte des masses à cette époque intense de transformations sociales, de débats idéologiques et politiques, ils n'auraient pas pu produire cette science, malgré leurs qualités personnelles sûrement géniales.

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », rappelait Lénine dans son célèbre ouvrage intitulé *Que faire ?*. À travers l'histoire, les classes exploitées et dominées, les « sans pouvoir »,

ont mené des luttes et se sont révoltées contre leurs oppresseurs. Et des révolutionnaires se sont appuyés sur ces luttes pour mener des révolutions, comme ce fut le cas avec la Révolution française. En opérant une première synthèse de l'histoire à travers le prisme de la lutte des classes, Marx a jeté les bases d'une théorie dont l'objectif premier était de transformer le monde. Il a consacré sa vie et son œuvre à faire avancer la lutte révolutionnaire ; il a établi les fondements solides du mouvement du prolétariat vers le communisme. Pour avancer sur le chemin de la révolution, pour renverser la bourgeoisie et donner le pouvoir à la majorité que constituent les travailleurs et travailleuses, ouvrières et ouvriers, sans-emplois, immigrantes et immigrants – en un mot au prolétariat –, nous devons nous appuyer sur les acquis du passé et les faire nôtres.

Le marxisme-léninisme-maoïsme analyse les changements historiques. L'histoire avance avec la lutte des classes. Une classe



Karl Marx

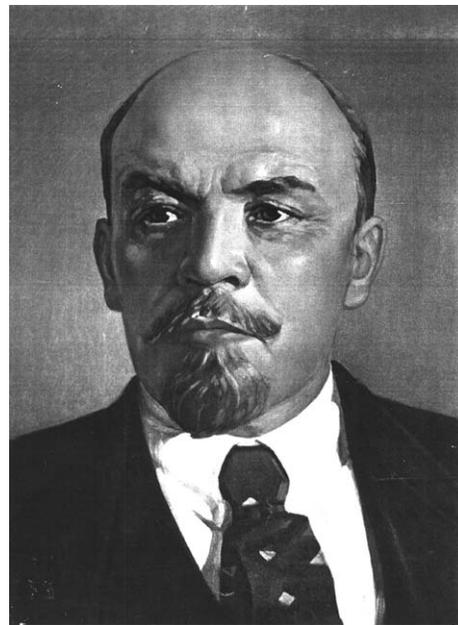
sociale est non seulement un groupe social dont les individus qui le composent ont des intérêts communs selon la place qu'ils occupent dans les rapports de production, mais c'est aussi un groupe qui a pris conscience de ses intérêts grâce à un regroupement – un parti – qui a su en faire une synthèse et une théorie justes.

Le travail d'élaboration d'une science n'est jamais achevé. Ainsi, la science de la révolution prolétarienne a connu différents bonds historiques : d'abord, le marxisme ; ensuite, le marxisme-léninisme ; et aujourd'hui, le marxisme-léninisme-maoïsme. Ces sauts qualitatifs dans la constitution de la science révolutionnaire ont été le fait d'un travail de critiques théoriques et d'expériences pratiques dans la construction même des révolutions, comme ce fut le cas en Russie et en Chine. Pour surpasser certaines erreurs, de nouvelles avancées ont été nécessaires. Des changements sont apparus dans le mode de production capitaliste et dans les rapports de production et de reproduction en général. Aujourd'hui, le marxisme-léninisme-maoïsme constitue l'étape la plus avancée dans l'élaboration de la science de la révolution. Et les expériences révolutionnaires actuelles et futures permettront de faire d'autres pas en avant.

La plupart des conceptions théoriques du marxisme-léninisme-maoïsme ont été élaborées par Karl Marx, en collaboration avec son proche camarade Friedrich Engels. Marx, à son époque, a vu dans le prolétariat la classe qui allait diriger la révolution prolétarienne et qui était en mesure de contribuer à l'avènement d'une société communiste sans classes sociales. Son analyse matérialiste et dialectique a mis en lumière les luttes de classes réelles qui ont traversé l'histoire : l'esclavagisme, avec ses révoltes d'esclaves ; le féodalisme, marqué par des soulèvements paysans et la montée de la classe bourgeoise des villes ; et, à l'époque du capitalisme naissant, le prolétariat et les mouvements distincts de la bourgeoisie comme le mouvement chartiste en Angleterre, ou encore les groupes socialistes très actifs en France durant la Commune de Paris. Les classes dominées n'avaient pas alors une vision théorique ou une conscience historique de la marche à suivre pour s'émanciper. Des penseurs socialistes décrivaient bien la misère vécue par le prolétariat et la paysannerie et imaginaient de nouveaux projets sociaux, mais leur vision était essentiellement utopique. En analysant bien les bases

matérielles du mode de production capitaliste alors encore en développement, Marx a compris qu'une nouvelle société émergerait du capitalisme et que le prolétariat, qui est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, peut et doit diriger la lutte pour arriver au socialisme.

Marx a défini l'essentiel de l'édifice théorique du marxisme en élaborant une œuvre majeure au niveau de l'économie politique. Tout en dirigeant la I<sup>re</sup> Internationale communiste et en s'impliquant dans le parti communiste social-démocrate allemand, Marx a fait son travail en critiquant l'économie politique déjà existante. Avec lui, nous avons compris l'anatomie du capitalisme et comment il se reproduit. Marx a montré que chaque classe en lutte a ses organisations politiques. Organisée en parti, la classe prolétarienne renverse la bourgeoisie, détruit l'appareil d'État bourgeois et assume une dictature contre cette dernière pour empêcher tout retour en arrière.



V. Lénine

La II<sup>e</sup> Internationale mise sur pied par Engels après la mort de Marx n'a pas fait long feu. C'est néanmoins là où Lénine fit ses premières armes. Par la suite, des courants politiques ont réussi à faire du marxisme ce qu'il n'était pas : une théorie contemplative du capitalisme incapable de soutenir un mouvement révolutionnaire. Ce socialisme « bourgeois » et de droite s'est révélé sous son pire jour lors de la Première Guerre mondiale lorsque plusieurs de ses représentants parlementaires ont

voté des crédits de guerre pour leur bourgeoisie respective. En Russie, les bolcheviks ont refusé une telle attitude. Ils et elles préféraient la lutte de classe et la défaite de leur propre bourgeoisie. Ils et elles ont mené le prolétariat à sa première victoire historique en 1917. En dirigeant la Révolution d'octobre, Lénine a montré aux ouvrières et aux ouvriers que la révolution était possible et qu'ils et elles pouvaient prendre le pouvoir par les armes.

La lutte contre les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale devait amener Lénine à fonder la III<sup>e</sup> Internationale, qui dirigera le monde communiste jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Lénine a approfondi les connaissances au niveau de la science de la révolution et des transformations du capitalisme. On lui doit entre autres une systématisation de la théorie du parti et de son organisation centraliste-démocratique, des études sur le capitalisme parvenu à son stade monopoliste – l'impérialisme – et une meilleure compréhension de l'articulation entre les luttes des peuples opprimés et celle du prolétariat dans les pays impérialistes. Sa brillante formule « *l'impérialisme, c'est la guerre* », est encore aujourd'hui criante de vérité. Lénine avait compris que l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes était la base sociale du socialisme de droite réformiste. Il fallait donc s'appuyer sur les couches vraiment révolutionnaires du prolétariat et pour cela, il fallait vraiment un parti clairvoyant sur la marche à suivre.

Après la mort de Lénine, les bolcheviks et Staline ont poursuivi l'expérience socialiste en Union soviétique et ont tenté de faire avancer la révolution mondiale. Staline a lutté fermement contre l'ancienne bourgeoisie et contre certaines déviations opportunistes comme le trotskisme, et dirigé la mobilisation du prolétariat et des peuples contre la montée du fascisme dans les années 1930 et 1940, y compris pendant la Seconde Guerre mondiale lors de laquelle le prolétariat soviétique a fait d'énormes sacrifices. Globalement toutefois, Staline a été incapable de comprendre les contradictions de la société socialiste ; les conceptions erronées et les faiblesses d'alors du Parti bolchevik l'ont empêché de voir le développement d'une nouvelle bourgeoisie qui a éventuellement réussi à renverser les acquis de la Révolution d'octobre. À l'échelle internationale, Staline et le Parti bolchevik ont fait preuve d'une tendance à l'hégémonie qui a eu en plus pour effet d'étendre certaines de ces conceptions erronées à

l'ensemble du mouvement communiste international.

Avec le temps, la direction du Parti communiste de l'URSS s'est engagée dans la voie du capitalisme d'État : une nouvelle bourgeoisie est apparue autour de l'appareil d'État, qui a soumis de nouveau le prolétariat à des rapports d'exploitation. Il est vrai qu'entre la période de 1917 et celle qui a vu la trahison de la direction du Parti, l'économie soviétique comportait encore de vastes secteurs encore largement marchands, voire même capitalistes. Par contre, l'économie socialiste, fondée sur un partage commun des ressources et des biens plutôt qu'un échange de marchandises, pouvait encore se développer et faire reculer les autres secteurs. Lorsqu'une direction révisionniste a pris le pouvoir avec Khrouchtchev en 1956, différentes réformes économiques ont fait de l'URSS un pays à l'intérieur duquel la voie du capitalisme s'est accentuée. Les nouveaux dirigeantEs révisionnistes ont alors su capitaliser sur les faiblesses de l'époque antérieure.

En outre, les révisionnistes soviétiques ont voulu imposer leur manière de voir à l'ensemble des autres partis communistes dans le monde. Leur ligne internationale était celle de la « compétition pacifique » avec les pays capitalistes et la soumission des autres pays socialistes à la « patrie soviétique ». Les révisionnistes croyaient vraiment qu'il était possible de produire le même niveau de marchandises que dans les pays capitalistes développés et d'adopter la structure de consommation caractéristique des pays impérialistes. Ils se disaient partisanEs du passage pacifique au socialisme et affirmaient que la révolution n'était désormais plus nécessaire.

La Chine, où se développa également un fort mouvement révolutionnaire, a refusé les projets de l'URSS révisionniste. La voie chinoise de la révolution a évité plusieurs écueils de la voie soviétique. Par exemple, au lieu de s'engager dans les insurrections aventuristes préconisées par la III<sup>e</sup> Internationale et qui avaient échoué dans les villes de Canton et de Nanchang, le Parti communiste chinois, sous la direction de Mao, a pris le chemin de la guerre populaire prolongée, méthodique et planifiée. Déjà, dans les années 1930, Mao avait critiqué les insuffisances de l'expérience soviétique. Il invoquait entre autres qu'il fallait davantage prioriser les initiatives des masses paysannes dans le processus révo-

lutionnaire, ce que l'URSS sous Staline avait sous-estimé. En Chine, les masses paysannes se sont impliquées activement dans la lutte révolutionnaire et la construction du nouveau pouvoir.

La science militaire du prolétariat a connu un bond important à travers l'expérience chinoise et la révolution de 1949, avec la théorie de la guerre populaire prolongée, qui inclut : la participation des masses comme facteur décisif dans la guerre ; la création de bases d'appui ; l'utilisation de ces bases d'appui et des transformations sociales qui s'y développent comme facteur de préparation au socialisme ; la direction du parti sur l'armée. La guerre populaire a permis de rétablir la nécessité de la violence révolutionnaire contre les thèses pacifistes et conciliatrices défendues au sein du mouvement communiste international d'alors.



Mao Zedong

Mao a également développé le concept de « révolution de démocratie nouvelle », résolvant ainsi le problème de la stratégie révolutionnaire dans les pays opprimés par l'impérialisme et du rapport entre les tâches démocratiques et les tâches socialistes de la révolution.

Mao et les dirigeantEs révolutionnaires du PC chinois ont aussi développé l'analyse des contradictions, du rapport entre la théorie et la pratique. Mao a montré comment utiliser cette analyse comme méthode pour progresser dans la lutte pour le socialisme. Il a élaboré le concept de la « ligne de masse », basé sur le point de vue selon lequel la lutte de classe est la force motrice

de l'histoire : l'enquête ; ensuite, la synthèse des idées les plus justes des masses et la formulation d'une ligne conséquente ; finalement, le retour auprès des masses pour la diffuser, l'expliquer, la faire triompher et la vérifier dans la pratique.

Mais c'est surtout dans l'analyse du socialisme que l'expérience chinoise a été la plus éclairante. Elle a apporté des contributions éclatantes comme l'analyse des contradictions de la société socialiste, la critique de la « théorie des forces productives », l'analyse du rôle du parti et de la lutte entre les deux lignes qu'on y retrouve après la prise du pouvoir et le fait que c'est au sein même du parti que la bourgeoisie concentre ses forces. Mao Zedong a vu ce danger et a lancé son célèbre mot d'ordre « *Feu sur le quartier général !* » devant les Gardes rouges et les éléments de l'avant-garde révolutionnaire, déclenchant ainsi la première révolution culturelle prolétarienne. Grâce à cette initiative, pendant plus de dix ans, les masses paysannes et prolétariennes ont su développer la pratique du socialisme et retarder l'arrivée au pouvoir de la nouvelle bourgeoisie. Le fait que celle-ci n'y soit parvenue qu'après la mort de Mao et la fin de la révolution culturelle montre bien l'importance de mener plusieurs révolutions de ce genre pendant la période socialiste, pour permettre aux masses de participer activement à la dictature du prolétariat et empêcher le retour au capitalisme.

Aujourd'hui, le marxisme-léninisme-maoïsme est la synthèse la plus avancée de l'expérience révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires. Le maoïsme s'est développé en s'appuyant sur les forces du marxisme-léninisme et en dépassant certaines de ses insuffisances et limites historiques. La science de la révolution demande constamment à être améliorée, le contexte social changeant et les expériences révolutionnaires des masses se transformant sans cesse. Les partis et organisations qui s'appuient aujourd'hui sur le marxisme-léninisme-maoïsme pour mener la guerre révolutionnaire contribuent à la faire avancer. Globalement, le marxisme-léninisme-maoïsme est le seul horizon scientifique pour nous faire avancer sur la voie de la révolution.

# 3 Le capitalisme : un système d'exploitation, de misère et de destruction

Nous vivons à l'époque de l'impérialisme, stade ultime et pourrissant du capitalisme. À ce stade, le capitalisme comme mode de production a atteint les limites de son développement et a cessé d'être un cadre favorable au développement des forces productives du travail humain ; ses aspects négatifs l'emportent sur ses aspects positifs. Plus son déclin se prolonge, plus ses effets destructeurs s'approfondissent, se généralisent et se ressentent partout sur la planète et dans toutes les sphères de l'existence : destruction de l'environnement et destruction des hommes, femmes et enfants causées par les guerres, le chômage, l'intensification de l'exploitation, la faim ; et plus la société régresse, y compris au niveau idéologique, avec la progression de l'individualisme, du racisme, des idées dominatrices, rétrogrades et anti-scientifiques, des religions hostiles au progrès de l'humanité, etc.

Les rapports sociaux capitalistes jouent un rôle déterminant dans la vie des hommes et des femmes partout dans le monde. Ils se sont développés sur la base de l'exploitation des travailleurs et travailleuses, la ruine des paysannes et paysans, le massacre et la réduction à l'esclavage de peuples entiers, particulièrement en Amérique, en Afrique et en Asie. Au Canada, le capitalisme n'a pas échappé à cette règle ; il s'est développé par le vol systématique et organisé des terres autochtones et métisses et la répression des rébellions populaires. Par la suite, l'exploitation du prolétariat et l'exportation de capitaux ailleurs dans le monde ont fait du Canada une importante puissance impérialiste.

La concurrence féroce que se mènent les capitalistes a provoqué la centralisation progressive du capital. Pour développer leur capacité à se concurrencer, les capitalistes sont contraints d'accumuler de plus en plus de capital. Ce mouvement se concrétise pour la grande majorité des êtres humains par une division technique toujours

plus grande du travail par laquelle, dans chaque pays, la bourgeoisie assume le contrôle de la technologie et des sciences et les utilise comme outils de domination contre le prolétariat, qui se voit toujours plus relégué au seul rôle d'exécutant. Au niveau international, la mainmise par les principaux pays impérialistes des technologies les plus sophistiquées leur permet de s'assurer le contrôle des pays dominés, imposant une division internationale du travail où les nations semi-coloniales voient leurs richesses pillées par les puissances impérialistes et d'où l'impérialisme tire des surprofits en reléguant des centaines de millions de personnes à des conditions de vie dignes du Moyen Âge.

Ainsi se créent dans tous les pays la richesse et la misère. L'abondance inouïe de richesses que l'on trouve sur la planète côtoie la misère la plus sordide dont souffre la très grande majorité de la population. Les trois personnes les plus riches au monde ont une fortune supérieure à celle des 48 pays les plus pauvres.

## Le capitalisme, un système qui répand la misère

Alors que quatre multinationales se partagent 90 % du commerce mondial des céréales et engrangent des profits monstrueux, 800 millions d'affamés concentrés en Asie et en Afrique tentent de survivre. Chaque jour, 24 000 pauvres meurent de la famine. Deux millions d'enfants des pays opprimés meurent chaque année à cause des problèmes liés à l'eau ; au rythme actuel, quatre milliards d'hommes, de femmes et d'enfants n'auront pas d'eau potable dans quelques années et plus de six milliards seront privés des facilités d'assainissement. Sept millions d'enfants meurent à chaque année dans les pays dominés seulement à cause des dettes contractées face aux pays impérialistes. L'écart entre pays riches et pays pauvres ne cesse d'augmenter : alors qu'il se situait en 1820

à 3 pour 1, il est passé en 1992 à 72 pour 1 en faveur des pays riches.

Ce terrible bilan du capitalisme dans les pays dominés n'est pas sans conséquences. Propagation d'épidémies ravageuses, qui ne peuvent être soignées faute de moyens et qui enlèvent la vie de millions de gens chaque année en Afrique, en Asie et dans les régions pauvres des Amériques. Chaque année, 17 millions d'enfants meurent de maladies aisément guérissables, soit 46 500 par jour. Des maladies et blessures qui ne sont pas traitées à temps en laissent plusieurs avec des séquelles terribles qui les empêchent de gagner leur vie. Une large proportion de la population mondiale, soit parce qu'elle doit consacrer tout son temps à satisfaire ses besoins primaires pour survivre, soit parce que l'État n'est pas en mesure de fournir l'infrastructure scolaire, n'a pas accès à l'instruction. Un milliard de personnes ont commencé le 21<sup>e</sup> siècle sans savoir lire ou même écrire leur nom.

Pour simplifier – s'il est possible de simplifier l'horreur –, la faim, la soif, les épidémies, les dettes et les conflits dus au système capitaliste tuent à chaque année autant d'hommes, de femmes et d'enfants que la dernière grande guerre impérialiste (1939-1945).

## Le capitalisme, c'est l'exploitation

Dans les pays riches également, la pauvreté et la misère s'accroissent. Dans les pays impérialistes, plus de 100 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté. On comptait dans les pays industrialisés occidentaux 25 millions de chômeurs et de chômeuses de longue durée en 1990. Ils et elles étaient plus de 39 millions en 2001. Au Canada, c'est 20 % de la population qui vit en permanence dans le besoin.

Le pays impérialiste le plus puissant, les États-Unis, compte à lui seul 30 millions de pauvres ; environ la moitié de la population afro-américaine y vit dans la pauvreté tandis que 13 millions d'enfants connaissent la faim. En Grande-Bretagne, depuis les années 1980, le nombre de pauvres est passé de 9 à 15 %. Aujourd'hui, un million et demi de familles n'ont pas suffisamment à manger. En Allemagne, il y a 6 millions de pauvres ; un « étranger » sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Au Canada, ce sont des millions de personnes qui se retrouvent sans emploi ou dans des emplois mal rémunérés, particulièrement parmi la jeunesse, les femmes, les immigrés, les autochtones.

Le gouffre entre riches et pauvres ne cesse de s'élargir. En 1960, les 20 % les plus riches possédaient 30 fois plus que les 20 % les plus pauvres. En 1994, ce rapport était déjà passé à 78,6. Alors que les riches ne cessent d'accumuler, les pauvres s'enfoncent davantage dans la misère. Toute la richesse produite dans les dernières années a été entièrement accaparée par les 5 % les plus riches de la population.

L'usine capitaliste est un vrai baignoire concentrationnaire où les travailleurs et travailleuses se font pressuriser pour rapporter le plus d'argent possible à leurs employeurs. Ce sont de multiples maladies psychologiques et de multiples accidents de travail qui sont occasionnés par l'usine capitaliste. Les travailleurs et travailleuses ne peuvent pas s'exprimer ; ils et elles doivent exécuter. Dans un tel contexte, ils et elles ne peuvent pas avoir d'enthousiasme et doivent se comporter comme des robots, sinon ils et elles flanchent. Pour les capitalistes, les accidents de travail ne sont pas pire que de simples bris dans la machinerie. Ce ne sont que quelques coûts pour remplacer des ressources productives, sans plus. L'assassinat de travailleurs et de travailleuses lorsque ceux-ci et celles-ci meurent suite à un « accident de travail » n'est pas un gros problème parce qu'il y a plein de chômeurs et chômeuses qui peuvent prendre leur place.

Cette perpétuation d'une énorme armée de réserve de chômeursSES s'explique

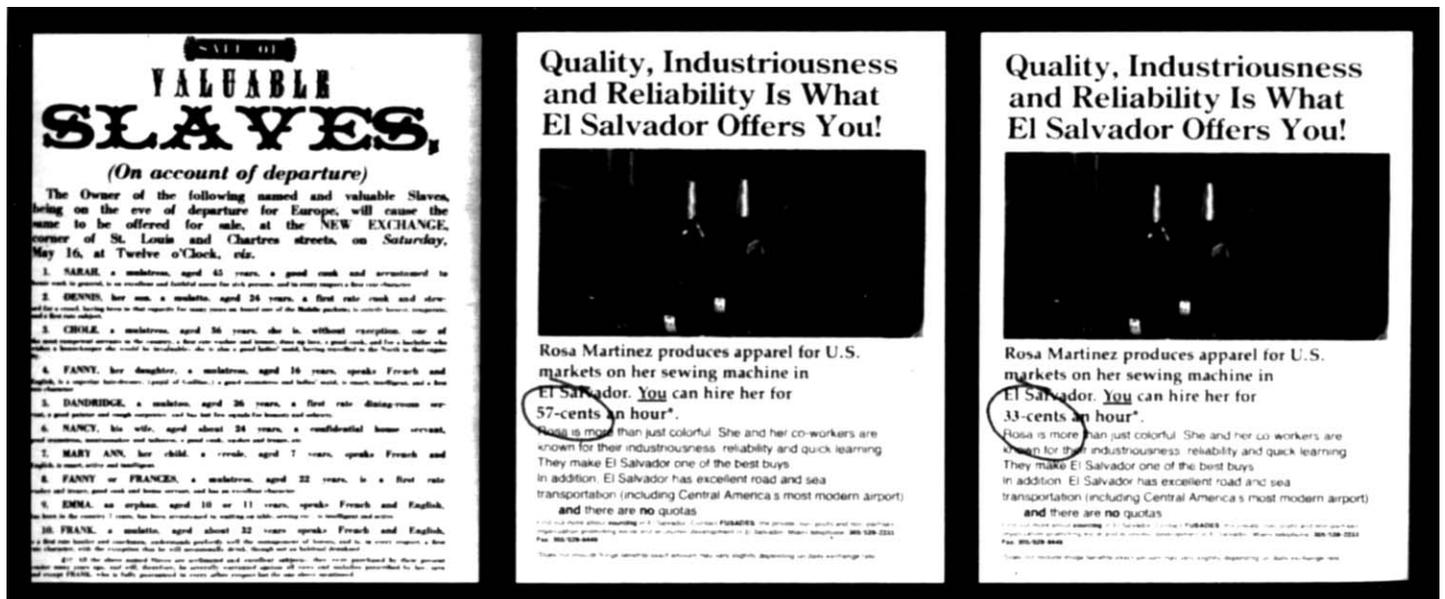
d'une part du fait que le rouleau compresseur du capitalisme détruit des anciens modes et rapports de production, ce qui libère des populations humaines entières prêtes à se faire exploiter par les capitalistes. Ce fut le cas des agriculteurs des pays impérialistes, qui ont dû abandonner leurs fermes parce qu'elles ne rapportaient pas assez sous le poids de l'endettement des banques capitalistes. Ce furent les femmes, qui ont été forcées de quitter le foyer pour permettre à leur famille de joindre les deux bouts. Même si le fait qu'elles se retrouvent dans la sphère sociale de la production représente un progrès pour elles, il n'en demeure pas moins que le capitalisme n'a pas développé toutes les infrastructures pour libérer complètement les femmes de toutes les tâches ménagères à la maison.

Le chômage trouve aussi sa source dans le fait que les entreprises grossissent tellement qu'elles font appel de plus en plus de la machinerie. Or, ce ne sont pas les machines mais le prolétariat exploité qui permet de réaliser des profits. Cela veut dire que le taux de profit tend constamment à décroître à mesure que le développement de la technologie se fait. Pour contrer cette baisse constante du taux de profit, les entreprises sont contraintes de fusionner, ce qui entraîne du chômage. Ensuite, elles demandent plus de rentabilité à leurs travailleursSES qui gardent leur emploi, ce qui ralentit l'embauche dans ces entreprises.

Il y a une limite à exploiter les travailleursSES et la concurrence de plus en plus féroce amène constamment de nouvelles technologies qui, pour un court laps de temps, permettent d'accroître les profits, le temps que les autres entreprises adoptent les mêmes technologies. Pour les entreprises, il arrive à un moment donné qu'il devient de moins en moins rentable d'investir du capital. Très souvent, cela coïncide avec le fait que les entreprises ont de la difficulté à écouler leur production. À ce moment, il y a une crise économique qui engendre des faillites d'entreprises, des fusions et plus de chômage. Après la crise, les entreprises survivantes ont suffisamment de capitaux à investir et le bal recommence.

### Le capitalisme détruit l'environnement

Le capitalisme impérialiste engendre un gaspillage énorme de forces productives humaines. Ces forces productives, sous d'autres rapports sociaux plus justes, pourraient développer une économie capable de satisfaire les besoins croissants de tous les gens sur la terre. La poursuite du profit va toujours se faire au détriment du développement harmonieux des forces productives. Cela peut même aller jusqu'à une destruction sans égale de l'environnement. Le problème écologique est un effet du maintien du mode de production capitaliste ; derrière chaque désastre écologique, il y a des intérêts économiques bien précis.



À GAUCHE : Une annonce d'une vente d'esclaves de grande valeur au 19<sup>e</sup> siècle. AU CENTRE : Une publicité vantant les mérites des esclaves des temps modernes au Salvador, publiée en 1990 : « Rosa Martinez produit des vêtements pour le marché américain. Vous pouvez l'embaucher pour 57 cents de l'heure. » À DROITE : La même pub, un an plus tard : comme on peut le voir, le salaire horaire y est passé de 57 à 33 cents. Décidément, le « progrès » capitaliste ne connaît pas de limites...

Malgré ce que peuvent dire les écologistes bourgeois, qui voient le problème écologique comme une question en dehors des intérêts de classe, une « cause commune » de toute la société et qui voient dans toute forme de production une source de pollution et de destruction de la nature, la question écologique est une question de classe. Que le capitalisme détruise des êtres humains et dévaste la nature n'a rien de surprenant, et trouve son point de départ dans l'exploitation illimitée des ressources et des personnes, causée par la recherche du profit.

La terre partout est dévastée et exploitée outrageusement et à une vaste échelle. C'est du jamais vu : épuisement des sols, pollution de l'eau et de l'air, réchauffement de la planète, disparition d'espèces animales et végétales, désastres écologiques provoqués comme des inondations, empoisonnement de population humaine, etc. Les entreprises impérialistes, en plus de polluer leur propre pays, pillent de façon éhontée les richesses naturelles des pays pauvres avec l'assistance servile des classes dominantes locales. De plus, les pays impérialistes tentent de transformer les pays pauvres en poubelles en y exportant tous les produits et toutes les technologies désuètes, toxiques et dangereuses.

L'industrie capitaliste produit à chaque année son lot de désastres écologiques parce que la sécurité est plus souvent qu'autrement oubliée afin de sauver sur les coûts. Des fuites de produits toxiques, des accidents nucléaires, se produisent tout autour de la planète sur une base régulière. On n'a qu'à se souvenir des milliers de morts causés par l'usine de pesticide Union Carbide à Bhopal en Inde, de l'Exxon Valdez qui a coulé en mer près de l'Alaska déversant tout son pétrole, de l'accident nucléaire de Tchernobyl en Russie, de Walkerton en Ontario.

Quand ce ne sont pas les accidents qu'il cause, l'impérialisme s'attaque directement à l'environnement pour les besoins de sa production qu'il doit rencontrer. Des milliers d'acres de forêts sont annuellement détruits, des rivières détournées, des océans pollués pour satisfaire la demande en matières premières du capitalisme.

De même, des territoires entiers, parfois grand comme des pays, deviennent inutilisables à la suite de l'utilisation des armes de destruction massives de l'impérialisme. Des centaines de tonnes d'uranium appauvrie sont disséminées dans les sols de l'ex-



Stocks de bombes entreposées à Guam à destination du Vietnam. Les États-Unis y en ont déversé 7,8 millions de tonnes (comparativement à 3,5 millions durant toute la Seconde Guerre mondiale).

Yougoslavie, de l'Irak, de l'Afghanistan. Des pans de territoires complets sont complètement détruits suite aux différents tests de missiles nucléaires effectués par différents pays dont les États-Unis et la France.

Il arrive aussi que des régions de pays impérialistes ou des pays pauvres se font imposer la venue d'entreprises polluantes parce qu'elles vivent d'énormes problèmes de chômage. L'opinion des populations locales ne compte pas. Il y a bien sûr des protestations et des luttes. Les autorités publiques et les potentats locaux se mettent du côté des entreprises. On en vient à bafouer le droit d'expression des gens qui protestent pour garder un environnement sain. C'est le peuple qui est concerné par l'environnement et c'est lui qui devrait se prononcer sur sa gestion, et non pas les requins de la finance.

Dans les pays impérialistes d'Amérique et d'Océanie, ce sont les populations autochtones qui voient leurs territoires pillés par l'impérialisme. On développe des champs pétrolifères, des mines d'uranium, des barrages hydroélectriques, productions qui bien souvent engendrent une forte pollution sur les territoires de chasse traditionnels de ces populations. Après leur avoir interdit de développer leurs territoires selon leurs désirs et détruit leur environnement, les autorités publiques ne trouvent rien de mieux à faire qu'à les parquer dans de petites réserves les laissant dépérir dans

les vices de la « civilisation » comme l'alcoolisme et la toxicomanie.

### **Le capitalisme, c'est la guerre**

Capitalisme, exploitation et guerres sont indissociables. L'histoire des guerres depuis plus d'un siècle est surtout l'histoire du maintien et de l'extension du capitalisme partout dans le monde. Que ce soit les guerres coloniales, mondiales, des conflits de basse intensité, des interventions des pays impérialistes dans les pays dominés, comme en Irak en 2003, le capitalisme par la guerre cherche à se maintenir et ainsi renforcer sa fraction dominante, la bourgeoisie impérialiste n'hésitant pas à tuer et faire tuer des millions d'êtres humains uniquement pour conserver une position hégémonique. Comme le disait Karl Marx, « *le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores* ».

Pour s'assurer sa domination et s'accaparer du maximum de plus-value, l'impérialisme a tué des millions de prolétaires et des membres des masses populaires. On n'a qu'à penser à la Première et à la Seconde guerres mondiales (1914-1918 et 1939-1945) ; aux guerres coloniales menées contre les peuples d'Indochine, du Vietnam, d'Algérie ; aux interventions impérialistes lors de la guerre du Golfe ; des interventions de l'impérialisme américain en Amérique latine (Nicaragua, Salvador, Guatemala, Chili, Argentine, Brésil...), etc.

La crise du capitalisme accélère le recours à la guerre. Pour se répartir avantagusement la plus-value extorquée aux prolétaires et peuples dominés du monde, les brigands impérialistes, sous la couverture commode et hypocrite de la défense de la démocratie, des droits de la personne, de leurs intérêts vitaux, de la lutte au terrorisme, en profitent pour assurer leurs positions respectives sur l'échiquier mondial.

À ce titre, les États-Unis, comme pays impérialiste le plus puissant, démontrent clairement que si le capitalisme continue à se maintenir, il mènera inévitablement à une troisième guerre mondiale. Des milliards de dollars sont investis à chaque année dans le perfectionnement de l'armement tandis qu'on utilise les pays dominés comme laboratoire vivant pour en vérifier les effets, tout comme le faisaient les soldats allemands durant la guerre civile espagnole lorsqu'ils testaient l'effet du bombardement massif de civils. On peut déjà déceler les premiers positionnements qui nous y mèneront à travers la concentration massive d'armes et de troupes au Moyen-Orient ; par l'appui sans équivoque au sionisme israélien et l'intervention directe de l'impérialisme en Irak et en Afghanistan, dans les menaces explicites proférées contre l'Iran, dans l'accroissement des tensions en Asie (menace d'intervention en Corée du Nord et redéploiement au Philippines, où les troupes américaines avaient été expulsées).

Lors de la chute du mur de Berlin, les capitalistes exultaient : « Enfin, le communisme est mort ! » Et pourtant, la « menace » communiste continue d'exister ; elle se retrouve partout où il y a des prolétaires, des paysans et paysannes, des peuples opprimés qui luttent pour améliorer leur sort. Elle se manifeste dans les émeutes de la faim, dans les débordements lors de manifestations et surtout dans l'existence de révolutions communistes qui se développent comme au Népal, aux Philippines, au Pérou, et dans l'existence de conditions favorables au développement de la révolution et du communisme dans toutes les parties du monde laissant entrevoir notre futur : le communisme. Au capitalisme, système injuste et pourrissant, il ne peut y avoir qu'une solution : la révolution !

## 4 Deux vastes camps qui s'affrontent

Le marxisme nous a appris à considérer et à analyser les phénomènes sociaux non pas en soi ni de façon statique, mais à travers ce qu'Engels appelait leurs « *processus évolutifs* » et les contradictions internes qui les traversent. C'est ainsi, et seulement ainsi, qu'on peut en arriver à déterminer les méthodes qui permettront de les résoudre.

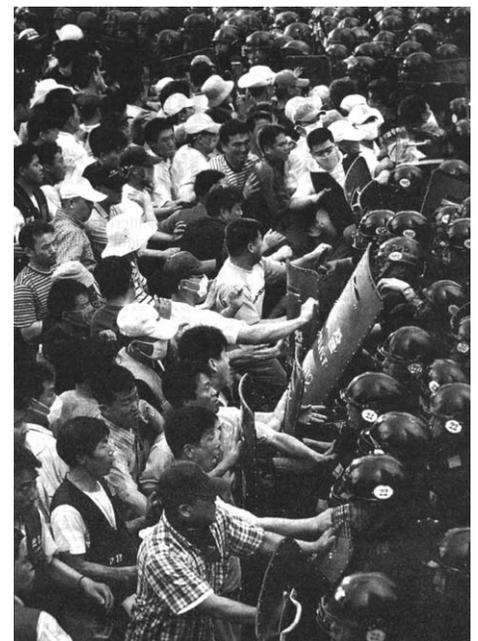
Dans son célèbre essai intitulé *De la contradiction*, Mao Zedong a notamment insisté sur la nécessité de déterminer, parmi toutes les contradictions qui fondent une chose ou un phénomène, celle qui constitue la **contradiction principale**, i.e. celle « *dont l'existence et le développement déterminent l'existence et le développement des autres contradictions ou agissent sur eux* ». Mao expliquait ainsi que « *dans la société capitaliste, les deux forces en contradiction, le prolétariat et la bourgeoisie, forment la contradiction principale ; les autres contradictions, comme par exemple la contradiction entre les restes de la classe féodale et la bourgeoisie, la contradiction entre la petite bourgeoisie paysanne et la bourgeoisie, la contradiction entre le prolétariat et la petite bourgeoisie paysanne, la contradiction entre la bourgeoisie libérale et la bourgeoisie monopoliste, la contradiction entre la démocratie et le fascisme au sein de la bourgeoisie, les contradictions entre les pays capitalistes et les contradictions entre l'impérialisme et les colonies, sont toutes déterminées par la contradiction principale ou soumises à son action.* »

Au Canada, où le capitalisme a atteint le stade ultime de son développement, la contradiction principale est également celle qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie. La société canadienne est bien sûr traversée par plusieurs types de contradictions, qui sont d'ailleurs appelées à jouer un rôle plus ou moins important selon les circonstances. Parmi elles, il y a les contradictions qui opposent certains secteurs de la bourgeoisie entre eux, ou même les capitalistes individuellement. Il y a aussi les contradictions qui existent entre la bourgeoisie canadienne et ses rivales – en particulier la grande bourgeoisie des États-Unis –, qui entrent dans la catégorie de ce que nous

appelons les **contradictions inter-impérialistes**. Les classes intermédiaires, comme la petite-bourgeoisie, entrent également en contradiction avec les autres classes – parfois avec la grande bourgeoisie, et souvent avec le prolétariat (dans les circonstances actuelles).

Puis, il y a les contradictions entre les nations et les minorités nationales, qui ont occupé une place très importante dans l'histoire du pays et qui constituent encore aujourd'hui un élément majeur de la scène politique canadienne. Ainsi que les contradictions qui traversent le prolétariat lui-même : entre les différentes couches qui le composent, entre prolétaires d'origines nationales différentes, entre hommes et femmes, jeunes et vieux, etc.

Mais toutes ces contradictions sont déterminées, en dernière instance, par l'opposition irrémédiable et absolue qui existe entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie, qui sont les deux grandes classes de la société canadienne et autour desquelles se forment les deux vastes camps qui s'opposent – celui de la révolution et celui de la réaction. Cela veut dire que sur toutes les contradictions secondaires, nous devons défendre le point de vue révolutionnaire du prolétariat.



Séoul, Corée du Sud (juillet 2001).

Ce sont les larges couches à la base du prolétariat – les millions de travailleurs et de travailleuses qui n'ont vraiment rien à perdre mais au contraire tout à gagner au renversement du capitalisme – qui constituent le **noyau dur du camp de la révolution**. Ces couches comprennent, notamment (mais pas nécessairement exclusivement) :

- les travailleurs et les travailleuses pauvres et exploités, qui sont relégués au bas de l'échelle ;
- les prolétaires présentement exclus du marché du travail et qui forment l'armée industrielle de réserve des capitalistes ;
- les nouvelles couches du prolétariat issues de l'immigration ;
- les femmes qui continuent à investir massivement le marché du travail et que les capitalistes surexploitent en profitant de la discrimination dont elles sont victimes de façon systématique ;
- les jeunes qui font face plus que tout autre au travail précaire et sous-payé ;
- les prolétaires d'origine autochtone, pour qui le chômage constitue la règle et qui souffrent de la discrimination la plus éhontée.

Ces couches sont peu ou pas rejointes par le mouvement syndical traditionnel qui organise et s'appuie désormais surtout sur les secteurs privilégiés du prolétariat et sur la petite-bourgeoisie salariée, et qui ne représente plus les intérêts fondamentaux du prolétariat. Ce sont vers elles qu'il faut nous tourner. Ce sont elles qu'il faut rejoindre, par l'agitation et la propagande communistes. Ce sont elles qu'il faut organiser et mettre en mouvement dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme et le communisme. Ce sont elles, aussi, qui fourniront les meilleurs éléments – ceux qui seront les plus solides – pour l'édification du parti communiste révolutionnaire.

Si nous parlons de *noyau dur*, c'est que d'autres couches pourront et devront s'y greffer, y compris même éventuellement certains secteurs de la petite-bourgeoisie, ce qui contribuera à isoler et à affaiblir le camp ennemi. Mais c'est d'abord et avant tout ce noyau dur qu'il faut organiser et renforcer ; c'est lui qui doit assumer la direction du combat révolutionnaire. Autrement, toute alliance de classes mènera nécessairement à l'hégémonie et à la domination des classes ou des couches sociales supérieures, par nature hésitantes et instables, qui ne sauront jamais mener la révolution jusqu'au bout et qui en constitueront plutôt les fossoyeurs.

## 5 La bourgeoisie, une classe puissante à liquider

De nombreux idéologues bourgeois prétendent que les classes sociales n'existent pas, ou plus. Qu'il n'y aurait dans la société capitaliste que des individus plus ou moins fortunés, à la limite plus ou moins favorisés, ou « chanceux-ses ». Et comme, de toutes façons, « on fait soi-même sa chance » (c'est bien connu !), alors ce n'est qu'une question de volonté pour se hisser dans les hautes sphères de la société...

Comme classe dominante, la bourgeoisie canadienne a certes intérêt à masquer la réalité des classes sociales, et surtout celle de la lutte qui l'oppose inévitablement au prolétariat. En fait, elle a même intérêt – et elle y travaille constamment – à dissimuler, voire à nier... sa propre existence ! Elle a d'ailleurs, pour ce faire, souvent pu compter et elle compte encore aujourd'hui sur ses alliés parmi la gauche officielle, qui lui ont toujours été d'une grande aide pour éviter qu'on puisse bien la connaître, et surtout en faire notre cible.

Ainsi, pendant longtemps, des éléments de ladite gauche influencés par le nationalisme canadien (et aussi, étrangement, par le nationalisme québécois, du moins à une certaine époque) ont prétendu qu'il n'y avait pas vraiment de grande bourgeoisie au Canada ; que le pays n'était en quelque sorte qu'une colonie de l'impérialisme américain. Pour eux, l'ennemi se trouvait à l'étranger, en conséquence de quoi, il fallait chercher à unir « tout le peuple » (toutes classes confondues) pour défendre et promouvoir l'indépendance du Canada (et/ou du Québec).

D'autres, plus réalistes, ont admis l'existence d'une bourgeoisie monopoliste mais ils la limitaient à plus ou moins deux douzaines de « grandes familles » contre lesquelles, encore là, il était possible, et même nécessaire, d'unir à peu près 99,9 % de la population du pays.

De nos jours, avec le phénomène grandissant de la « mondialisation » des échanges commerciaux et du renforcement

des grands monopoles transnationaux, il est de bon ton dans certains milieux de laisser entendre que dorénavant, on ne fait plus face comme avant à une classe bourgeoise en bonne et due forme, mais que l'ennemi est désormais « insaisissable » ; que nous sommes dominés par une « force occulte » quelconque, qu'on ne saurait nommer, identifier et encore moins atteindre, par la force des choses.

Le point commun de tous ces points de vue, c'est qu'ils conduisent tous, sinon à nier carrément l'existence de la bourgeoisie canadienne, à tout le moins à faire l'économie de l'analyse, et surtout de la critique, de notre propre classe dominante. En bout de ligne, les courants qui les portent – qu'ils soient nationalistes, révisionnistes, opposants et opposés à la mondialisation, etc. – en viennent tous à promouvoir de fausses solutions qui constituent autant de pièges pour le prolétariat : en lui disant, par exemple, qu'il lui faut s'unir avec toutes les autres classes de la société contre une cible qui, bizarrement, loge toujours ailleurs que chez nous (aujourd'hui, c'est l'impérialisme américain ; demain, ce sera l'impérialisme allemand ou japonais, ou même le social-impérialisme chinois). Qu'il lui suffirait de se débarrasser de certains politiciens retors ou particulièrement « traîtres » (ceux qui sont prêts à « abdiquer » et à vendre « notre pays » à une superpuissance étrangère) pour que tout aille pour le mieux. Ou pire encore, qu'il faudrait renforcer et augmenter les pouvoirs de l'État bourgeois, supposément mis à mal par le néolibéralisme et la mondialisation (ce qui est tout le contraire de ce qui se passe réellement) – un État qui pourrait, selon eux, servir de rempart contre le... capitalisme.

Ainsi, non seulement ces points de vue tendent à masquer notre ennemi réel et à nous détourner de la cible, **ils nous conduisent en fait à soutenir et à renforcer le combat que la bourgeoisie canadienne mène dans la guerre économique qui l'oppose à ses principaux concurrents ; à l'aider à mieux tirer son épingle du jeu et**

à soutenir sa participation à des guerres bien réelles pour le partage du monde. Car le capitalisme, c'est la guerre.

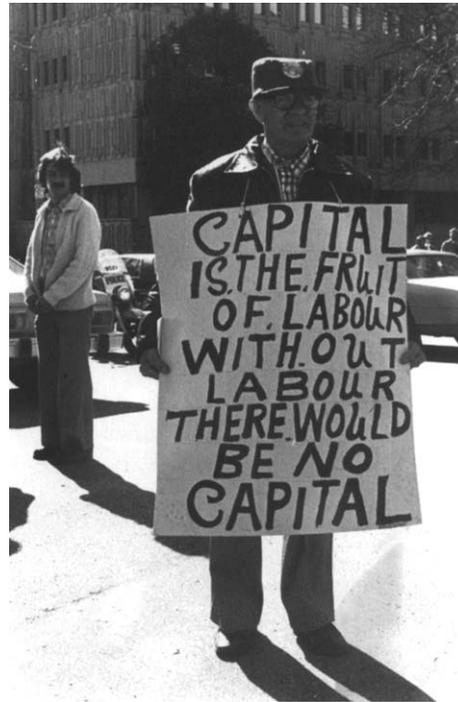
Nous disons, quant à nous, d'abord que l'ennemi... existe ! Que cet ennemi est bel et bien **devant nous** et que c'est à lui qu'on doit s'attaquer en priorité si on veut gagner notre libération. **Cet ennemi, c'est la bourgeoisie impérialiste canadienne**, qui contrôle l'État canadien, incluant ses paliers provinciaux. Et il s'agit d'une classe puissante, qu'on ne saurait réduire juste à son sommet, à la couche des millionnaires ou aux grandes familles les plus puissantes, sous peine encore là de rater la cible.

Certes, la bourgeoisie canadienne ne serait rien sans l'existence du prolétariat qu'elle exploite et des peuples des pays dominés qu'elle opprime et dont elle tire des surprofits fabuleux. Les capitalistes canadiens, comme tous les bourgeois, ne produisent rien par eux-mêmes. Toutes leurs richesses, par ailleurs immenses, ne reposent sur rien d'autre que la plus-value qu'ils réussissent à nous extorquer. Tout leur pouvoir, celui de leur appareil d'État, repose également sur le même socle. À cet égard, la bourgeoisie canadienne n'est elle non plus rien de plus qu'un *tigre en papier*, pour reprendre cette célèbre expression popularisée par Mao à la fin des années 1960, que le prolétariat peut et devra balayer à la poubelle de l'histoire.

Quantitativement parlant, la bourgeoisie canadienne est une classe on ne peut plus minoritaire. Il est relativement difficile de la chiffrer avec exactitude : les données livrées par les organismes de statistique gouvernementaux vont en effet parler de « catégories d'occupation » ou de « secteurs d'activité », plutôt que de propriété des moyens de production ou de la place qu'occupe tel ou tel individu dans les rapports de production (le niveau de commandement exercé, sa capacité réelle de prendre et appliquer des décisions, etc.). Mais en recoupant certaines études qui ont été faites sur le sujet, on peut raisonnablement considérer que la bourgeoisie représente environ 5 à 7 % de la population canadienne. Ce qui est à la fois bien peu, et en même temps beaucoup : on parle quand même ici de 1,5 à 2 millions d'individus, qui ont un intérêt direct et certain au maintien du capitalisme et qui se batront sans aucun doute pour le défendre. Bref, un tigre en papier, mais néanmoins assez « lourd » et volumineux...

Mais de qui donc est-il précisément question lorsqu'on parle de la bourgeoisie canadienne ?

D'abord, on y retrouve un noyau solide de grands bourgeois impérialistes qui concentrent entre leurs mains la plus grosse part du capital financier. Celui-ci est d'ailleurs un des plus concentré au monde. Ainsi, les cinq plus grandes banques à charte canadiennes contrôlent près de 80 % du marché. Et à peine 1 % de toutes les compagnies canadiennes (i.e. moins d'un millier d'entre elles) contrôlent plus de 80 % des avoirs.



En 1992, 42 groupes sur les 988 multinationales canadiennes contrôlaient les deux tiers de tous les investissements directs du Canada à l'étranger. Sept ans plus tard, ceux-ci s'élevaient à 240 milliards \$. Au cours des 25 dernières années, la bourgeoisie monopoliste canadienne s'est considérablement fortifiée. L'actif net des multinationales canadiennes à l'étranger est désormais supérieur au passif (i.e. aux investissements étrangers au Canada). Sur les 250 plus grosses compagnies au Canada, 70 % sont sous contrôle canadien, 19 % sous contrôle américain et 10 % sous contrôle européen ou asiatique.

À ce noyau principal de la bourgeoisie, se greffent l'ensemble des petits et moyens capitalistes qui possèdent les moyens de production et utilisent une main-d'œuvre salariée ; les cadres supérieurs ; les propriétaires, les directeurs et les administrateurs

des firmes de professionnels dans les services administratifs ; les avocats associés au sein des gros bureaux ; les firmes privées d'ingénieurs ; les juges ; les administrateurs des grands appareils de communication ; les administrateurs et les cadres supérieurs des entreprises d'État (Loto-Québec, Hydro-Ontario, Hydro-Québec, Société générale de financement, Énergie atomique du Canada, etc.) ; la haute fonction publique aux niveaux fédéral, provincial et municipal ; les officiers supérieurs dans l'armée et la police ; les diplomates ; les dirigeants et organisateurs politiques ; les dirigeantes et dirigeants des grands syndicats intégrés à l'appareil d'État.

L'important, pour nous prolétaires, c'est de considérer – et tout en tenant compte qu'il s'agit fondamentalement d'une classe parasitaire et vouée à l'extinction – qu'il s'agit bel et bien d'une classe, i.e. d'un « vaste groupe d'hommes et de femmes » unis par le rapport qu'ils et elles entretiennent, collectivement, au prolétariat, et qui disposent d'une puissance considérable, même si elle demeure relative.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il ne puisse y avoir parfois – voire même souvent – des conflits et des divisions à l'intérieur de ses rangs. C'est d'ailleurs là l'essence même du capitalisme – un système basé sur la compétition et la concurrence à tous les niveaux, y compris donc entre les capitalistes eux-mêmes. Ces divisions opposent parfois certains capitalistes pris individuellement. Elles peuvent aussi mettre aux prises des secteurs ou des groupes de capitalistes bien définis, qui se battent entre eux pour défendre leur peau (et surtout leurs profits).

Ainsi, dans le débat sur la libéralisation du commerce et des échanges, par exemple, les capitalistes qui exportent une grande part de leur production ont généralement intérêt à favoriser toute mesure qui tend à élargir leur possibilité d'accès aux marchés étrangers. Tandis que ceux dont l'essentiel de la production est destiné au marché intérieur vont plutôt soutenir le maintien ou même le renforcement des barrières douanières et/ou tarifaires qui empêchent ou limitent les capitalistes étrangers qui voudraient leur faire concurrence.

Il peut aussi y avoir des divisions entre les capitalistes de différentes régions ou provinces. Et toutes ces divisions vont trouver leur prolongement au niveau politique. On le voit bien avec les querelles qui opposent souvent les provinces au gouvernement

fédéral, ou certaines provinces entre elles. Ces divisions ou intérêts divergents entre certains secteurs de la bourgeoisie expliquent aussi en partie les différences qu'on retrouve entre tel ou tel parti politique bourgeois.

Encore là, ce qu'il faut comprendre, c'est que ces divisions sont toutes relatives. La bourgeoisie pourra d'autant plus se permettre de les étaler au grand jour que son pouvoir n'est pas contesté par la lutte de classe du prolétariat. Dans certaines circonstances, le fait de les étaler ainsi peut même servir aux différents secteurs de la bourgeoisie à convaincre plus fortement encore les couches prolétariennes qui se trouvent sous leur coupe de se liquer et de faire front derrière eux (ce qui fut encore là on ne peut plus évident dans le cadre des débats sur le libre-échange, alors qu'on a vu, par exemple, les capitalistes de l'industrie du vêtement mobiliser les ouvrières et ouvriers de ce secteur en faveur du maintien des mesures protectionnistes qui restreignaient l'importation de vêtements confectionnés ailleurs qu'au Canada).

Mais il est clair que dès l'instant où le prolétariat se met à agir indépendamment, comme classe, et conteste et ébranle un tant soit peu le pouvoir de la bourgeoisie, c'est l'unité qui reprend bien vite le dessus au sein de la classe dominante. Et la bourgeoisie canadienne dans son ensemble dispose de moyens considérables pour défendre son règne.

D'abord, il y a bien sûr l'appareil d'État, hautement puissant et sophistiqué dans un pays impérialiste comme le Canada, et notamment son armée, sa police, ses services de renseignement et de surveillance et son système judiciaire chargés d'assurer la loi et l'ordre. Cet État, c'est aussi un formidable appareil idéologique (système d'éducation, industries culturelles, communications...) qui lui sert à façonner les esprits et à assurer la domination de ses points de vue.

Le système électoral et parlementaire constitue lui aussi un des moyens que possède la bourgeoisie, à la fois pour assurer sa domination politique sur la société, et surtout pour maintenir les masses prolétariennes dans l'illusion qu'elles peuvent changer les choses et donc qu'il est inutile, pour elles, de vouloir bouleverser la société ou renverser le pouvoir bourgeois.

Grâce à l'État, la bourgeoisie a également pu mettre en place un tas de mécanismes qui ont contribué et contribuent

toujours à intégrer et à récupérer la majorité des organisations prolétariennes et celles de la petite-bourgeoisie, et à en faire des instruments qui lui servent à assurer son contrôle sur les masses. Parmi ces moyens, mentionnons, entre autres :

- les généreuses subventions accordées aux organisations syndicales, notamment celles qui sont versées aux fins de « former » et d'« éduquer » leurs membres (dans les faits, c'est essentiellement pour les éduquer au capitalisme) ;
- la multiplication des comités de toutes sortes et d'instances dites « participatives » dans lesquelles des milliers, littéralement, d'officiers syndicaux et de représentantes et représentants de la « société civile » sont amenés à se perdre dans la gestion des affaires courantes de la bourgeoisie, i.e. à penser et à agir comme des bourgeois ;
- les politiques de financement des organisations communautaires, des groupes de femmes, des groupes de jeunes et associations étudiantes, etc., qui les incitent à inscrire leur action dans le cadre des différentes « missions » choisies et déterminées par l'État selon ses propres besoins (qui sont ceux de la bourgeoisie) ;
- la création, directe ou indirecte, de groupes ou d'organisations qui viendront concurrencer, et éventuellement remplacer, avec les énormes moyens mis par l'État à leur disposition, les organisations de défense légitimes qui ont choisi de préserver leur autonomie face à l'État ; etc.

La forme particulière de l'État canadien, auquel se greffent pas moins de dix appareils d'État provinciaux jouissant chacun de larges pouvoirs et donc de moyens considérables de contrôle social, économique et politique, contribue par ailleurs fortement à rendre le pouvoir bourgeois plus « efficace ». Bien sûr, cela implique aussi que la bourgeoisie doit parfois consacrer quelque effort supplémentaire pour gérer les contradictions qui peuvent ainsi se développer plus ouvertement entre ses différents secteurs. Mais tout compte fait, il s'agit là d'un moyen fort efficace de diviser les rangs du prolétariat et de le détourner de la cible, en l'empêchant de voir qu'il fait bel et bien face à une seule et même classe bourgeoise (sans parler du fait que les États provinciaux s'avèrent souvent mieux placés pour intervenir concrètement auprès des masses

et ainsi prévenir et/ou contrôler les mouvements d'opposition).

Ce phénomène, on l'a vu on ne peut mieux au cours de la dernière décennie alors que tous les gouvernements provinciaux, suivant en cela la décision du gouvernement fédéral de diminuer les paiements de transfert aux provinces pour les programmes sociaux, ont effectué des coupures drastiques dans leurs programmes d'aide sociale respectifs, visant à rendre encore plus précaire la situation des travailleurs et travailleuses les plus exploités, à développer le travail forcé et à exercer une pression à la baisse sur les salaires de tout le prolétariat. De nombreuses luttes ont été menées, notamment en Ontario et au Québec, contre ces coupures, mais elles ont toutes visé tel ou tel programme en particulier (contre les coupures de Mike Harris en Ontario, contre les réformes des Libéraux et ensuite celles du PQ au Québec), sans jamais attaquer la bourgeoisie dans son ensemble, et surtout sans jamais développer quelque coordination entre elles, ou à peu près. On ne peut trouver un meilleur exemple d'une attaque parfaitement orchestrée et coordonnée par la classe bourgeoise, contre laquelle la réalité du système politique canadien nous a conduit à agir en ordre dispersé.

Alors, à bien des égards, il faut admettre, certes, que la bourgeoisie canadienne est une classe puissante. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit invulnérable et inattaquable – bien au contraire. Seulement, il est évident qu'on ne saura lui porter les coups qu'elle mérite, et encore moins celui qui lui sera fatal, sans lui opposer une force conséquente. Contre l'immense capital collectif que représente la bourgeoisie canadienne, sa bureaucratie et son État, il faudra nous dresser et agir nous-mêmes comme une classe, consciente de ses responsabilités historiques et prête à mener la lutte jusqu'au bout pour les assumer.

# 6 Le prolétariat exploité, fer de lance de la révolution socialiste

De la même façon que certains prétendent que la bourgeoisie « n'est plus ce qu'elle était » ou qu'elle a même plus ou moins disparu, plusieurs penseurs bourgeois appliquent commodément le même raisonnement quant à l'existence du prolétariat. Depuis l'effondrement de l'URSS et de l'ancien bloc de l'Est en particulier, on se plaît en certains milieux non seulement à prétendre que le socialisme n'est plus viable ou possible mais même que les « vieilles » divisions de classe sont désormais choses du passé. C'est comme si les difficultés et les échecs rencontrés par le prolétariat dans sa lutte pour renverser le capitalisme et s'établir comme classe dominante avaient eu pour effet d'entraîner sa propre disparition.

Et toutes les raisons sont bonnes pour l'évoquer (sa disparition, ou son attrition progressive) : le développement technologique, l'automatisation qui permettent de remplacer les personnes par des machines ; le gonflement de l'armée des sans-emplois qui peuvent apparaître, quand on y regarde trop rapidement, comme étant définitivement « exclus » du marché du travail (et du prolétariat lui-même) ; l'embourgeoisement – par ailleurs évident – de certaines couches au sein du prolétariat qui tirent profit des miettes que l'impérialisme peut leur concéder ; bref, il s'agit de « prouver » non seulement que le prolétariat n'existe plus ou presque, mais surtout que pour cette même raison, il ne peut plus prétendre jouer un rôle quelconque dans la lutte pour transformer la société et la conduire à une étape supérieure.

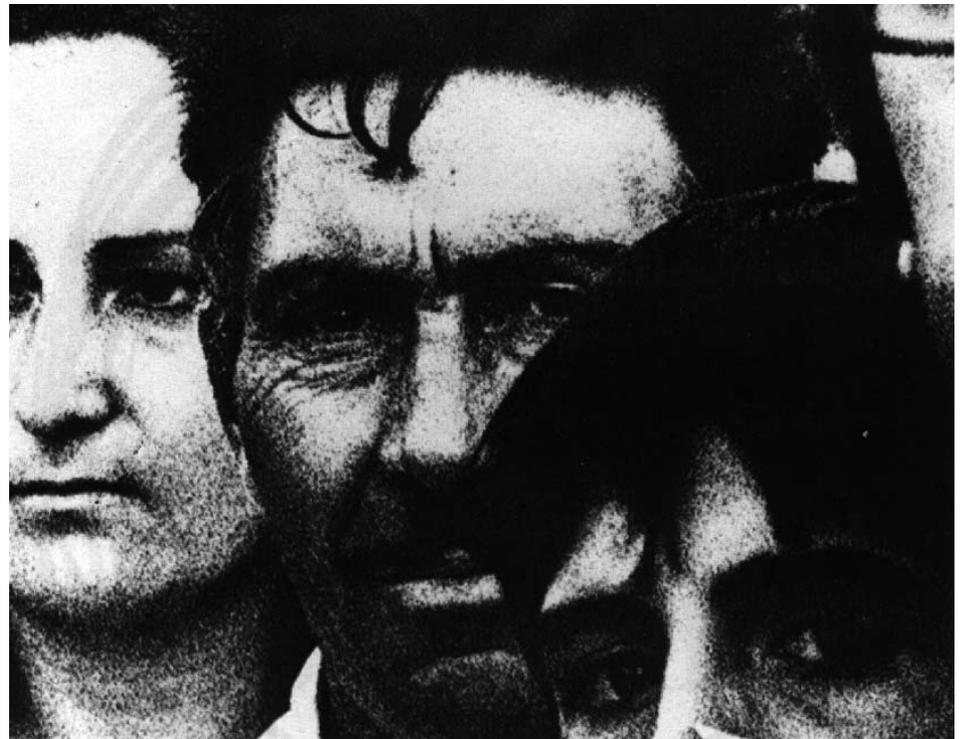
Pour en arriver à de telles conclusions, il faut d'abord faire un sérieux effort pour ne pas voir et ignorer la réalité dans laquelle nous vivons. Et il ne faut surtout pas avoir compris ce qu'est le prolétariat – i.e. une classe dont l'existence est fondée sur la place qu'elle occupe dans les rapports de production, et non pas le résultat d'un « souhait » ou d'une simple volonté politique. Ceux-ci (les rapports de production) ont-ils changé au point où la bourgeoisie puisse désormais « se passer » du prolétariat ?

Bien sûr que non. La vérité, c'est que les choses changent, certes ; que le développement du capitalisme, l'exacerbation de la concurrence et la lutte de classes elle-même bouleversent les choses et amènent des transformations constantes, y compris au sein même du prolétariat, notamment dans sa composition. Mais celles-ci n'affectent en rien le rapport fondamental qui l'oppose à la bourgeoisie. Au contraire, c'est l'existence même de ce rapport qui explique, en bout de ligne, les changements qui se produisent.

Oui, il y a présentement accentuation de la précarité de l'emploi, dans tous les pays impérialistes. Les prolétaires y sont de moins en moins « enchaînés » à un capitaliste en particulier pour lequel ils et elles seraient appelés à bosser toute leur vie. Oui, il y a augmentation et persistance d'un taux de chômage élevé, que les capitalistes utilisent pour implanter leurs fameux programmes de *workfare* et de travaux forcés – ce seul fait suffit d'ailleurs à montrer que le prolétariat existe toujours. Seulement, il

arrive de plus en plus souvent qu'il soit embauché par des agences, privées ou gouvernementales, et qu'il travaille à la journée, sans droit, pour répondre aux besoins immédiats de tel ou tel capitaliste. Dans tous les grands pays capitalistes en fait, les bourgeois cherchent constamment et avec plus de force que jamais à nous faire travailler pour moins cher que par le passé.

Et puis, lorsqu'on regarde un peu plus loin que le simple horizon « national » auquel on se limite trop souvent, on voit encore mieux que le prolétariat est actuellement la classe qui monte et que de plus en plus, se consolide le phénomène des **deux grandes classes qui s'affrontent**, que Marx et Engels ont analysé dans leur *Manifeste*. Au cours des dix ou vingt dernières années, dans les pays dominés par l'impérialisme, ce sont des millions et des millions d'anciens paysans pauvres, ruinés par l'exploitation et l'oppression dont ils ont été victimes, qui ont quitté les campagnes pour se retrouver dans les villes, où ils ont joint et grossi les rangs d'un prolétariat surexploité, qu'on retrouve notamment dans les *maquiladoras* – ces fameuses « zones franches » qui permettent aux capitalistes étrangers d'utiliser la main-d'œuvre locale en-dehors de tout contrôle et de toute réglementation. Ils et elles sont tout aussi nombreux et nombreuses à avoir migré vers les métropoles



impérialistes, où là encore ils et elles ont contribué et contribueront encore plus à l'avenir non seulement à transformer le prolétariat, mais aussi à la renforcer, quantitativement et surtout qualitativement.

Au Canada, et même si les statistiques officielles ne permettent pas d'en dresser le portrait exact, le prolétariat représente environ 65 % de la population du pays. Cela inclut les ouvriers et les ouvrières ; les employéEs d'exécution ; les assistéEs sociales et sociaux et les chômeurs et chômeuses (y compris ceux qui ne sont pas reconnuEs comme tels) ; la majorité des autochtones ; les travailleurs et travailleuses retraitéEs ; les conjointes et conjoints d'ouvriers, d'ouvrières et d'employéEs qui ne sont pas sur le marché du travail.

Loin d'être une classe en déclin ou d'avoir « disparu », le prolétariat constitue encore aujourd'hui la classe la plus nombreuse au pays. Elle est donc non seulement la **force dirigeante**, mais aussi la **force principale** de la révolution.

Ceci dit, il ne s'agit pas d'une classe homogène. Elle est traversée par plusieurs contradictions. Et surtout, son expérience de lutte contre la bourgeoisie et le capitalisme reste somme toute encore assez limitée. Malgré qu'il ait livré des combats héroïques tels la grève générale de Winnipeg en 1919, la fondation du Parti communiste canadien en 1921 (sous l'influence directe de sa composante immigrée), le mouvement des sans-travail dans les années 1930, etc., le prolétariat canadien reste politiquement, idéologiquement et organisationnellement dominé par la bourgeoisie.

Le mouvement syndical actuel, notamment – qui reste le principal mode d'organisation du prolétariat –, ne représente pas ses intérêts fondamentaux. Il n'arrive plus à exprimer autre chose qu'une banale orientation de collaboration de classes, et il est devenu en fait un instrument aux mains des capitalistes pour contrôler et mater la classe ouvrière. Mais ce n'est pas qu'une simple question d'orientation, qu'il suffirait de modifier pour en changer la nature profonde. Car cette orientation reflète en réalité sa composition de classe. Les salariéEs provenant de couches sociales non-prolétariennes comptent en effet pour environ 40 % des effectifs du mouvement syndical.

Cette petite-bourgeoisie salariée vient s'ajouter aux travailleurs et aux travailleuses provenant des couches supérieures du prolétariat qui dominent et dirigent dans

les faits le mouvement syndical canadien. En consolidant leur présence et leur direction au sein du mouvement syndical, ces couches, qui sont aussi celles qui soutiennent les gros fonds de pension, les fonds d'investissement et de capital de risque qui pullulent depuis quelques années dans le mouvement ouvrier, ont fortement contribué à son intégration à l'intérieur du système capitaliste et de l'appareil d'État bourgeois.

Du fait que le Canada soit devenu aujourd'hui un pays impérialiste relativement puissant (même s'il n'est évidemment pas au même niveau que son voisin américain), la bourgeoisie canadienne a pu se permettre, avec le temps, d'utiliser une partie des surprofits qu'elle tire de l'exploitation des peuples des pays dominés pour corrompre et se rallier des secteurs non négligeables du prolétariat et de la petite-bourgeoisie. Même si la situation de ces couches privilégiées demeure instable, à long terme (parce que liée au caractère lui-même changeant d'un système impérialiste où la concurrence est exacerbée au plus haut point), et qu'elles pourraient éventuellement basculer, ou retomber, dans le camp de la révolution, il n'en reste pas moins que pour l'instant, et pour un avenir prévisible, elles ont encore un intérêt certain à défendre le capitalisme.

Le mouvement syndical pris dans sa globalité, les partis politiques bourgeois qui parlent au nom de la classe ouvrière et des masses exploitées (le NPD au Canada anglais, Québec solidaire au Québec), la gauche réformiste et révisionniste qui prétend pouvoir améliorer le sort des travailleurs et travailleuses sans chercher à abattre le capitalisme, représentent tous, chacun à leur façon, les intérêts de cette aristocratie ouvrière et de cette petite-bourgeoisie, sur lesquelles ils s'appuient.

Comme représentant des intérêts fondamentaux du prolétariat, le parti communiste révolutionnaire tient compte de cette fracture qui existe au sein du prolétariat entre la minorité privilégiée et les **couches profondes**, pour qui l'exploitation constitue la règle. Nous ne cherchons pas à la dissimuler, à faire comme si elle n'existait pas. Nous ne visons pas à construire l'unité de toute la classe indépendamment de cette fracture, ce qui ne signifierait en pratique rien d'autre chose que la trahison des intérêts de la majorité et le renforcement des privilèges de la minorité.

L'Internationale communiste, à l'époque où elle était dirigée par Lénine, a selon nous déterminé correctement l'attitude à prendre en rapport avec les divisions qui existent au sein du prolétariat. Faisant plus spécifiquement référence à « *l'armée toujours croissante des sans-travail* », la *Thèse sur la tactique* adoptée par le troisième congrès de l'Internationale en 1921 expliquait : « *En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahi par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche de sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le Parti communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.* » Nous sommes d'avis que les circonstances actuelles, marquées, on l'a vu, par la persistance du chômage, le développement de la précarité de l'emploi et du travail forcé, rendent cette tactique encore plus pertinente.

Sur quelque question que ce soit, dans quelque milieu que ce soit, l'objectif des communistes révolutionnaires est d'amener le prolétariat exploité à agir comme classe autonome et distincte de la bourgeoisie, à faire prévaloir ses intérêts et à se diriger lui-même, de façon à ce qu'il puisse éventuellement mener la lutte révolutionnaire qui renversera la bourgeoisie et diriger la société socialiste jusqu'à son terme, i.e. jusqu'au triomphe du communisme.

# **7 Contre l'oppression nationale ! Contre le nationalisme et le chauvinisme ! Pour l'égalité absolue des langues et des nations !**

**N**ous ne serons jamais autant libres et égaux et égales que le jour où le pouvoir sera aux mains des travailleuses et des travailleurs. En renversant la bourgeoisie et en établissant une nouvelle société, le prolétariat révolutionnaire abolira toute forme de discrimination nationale et luttera fermement contre tous les préjugés racistes et chauvins qui continueront pendant encore un certain temps à exister parmi les masses.

Pour développer le point de vue révolutionnaire sur la question nationale au Canada, il faut d'abord démasquer le vrai du faux, révéler le contenu bourgeois qui traverse ou domine les points de vue qu'on nous impose depuis des années dans les journaux, à la télé, dans les parlements. La bourgeoisie nous ment, cherche à nous dominer politiquement au Canada comme au Québec : sur le sujet de la question nationale, il n'en va pas autrement !

Il n'y a pas qu'une seule position, qu'un seul intérêt sur la question nationale québécoise : la bourgeoisie québécoise défend ses intérêts, différentes fractions de la bourgeoisie canadienne aussi, et ce sont ces positions qui s'affrontent plus spécifiquement depuis 30 ans.

En soi, l'existence même d'une bourgeoisie québécoise, bénéficiant aujourd'hui de tous les attributs et leviers politiques et économiques pour se développer – y compris un État « fort » – démontre avec éclat que le Québec comme nation, ne souffre plus aujourd'hui d'une oppression qui l'empêche de se développer et qui justifierait – comme certains veulent encore le faire croire – une *lutte de libération nationale* devant être menée par toutes les forces vives du Québec et qui aboutirait à l'indépendance politique.

Dans le reste du Canada, le chauvinisme et le nationalisme mis de l'avant par la grande bourgeoisie canadienne ont accentué les divisions, tant à l'intérieur du prolétariat canadien, que face au prolétariat du reste

du monde. Il n'y a pas de mots d'ordre prolétariens sur la question nationale. Qu'il s'agisse du CTC, du NPD ou des centrales syndicales québécoises, tous mettent de l'avant un point de vue bourgeois, c'est-à-dire qui fait passer, sur toute question d'ordre national, les intérêts de la nation avant ceux du prolétariat.

Comme prolétaires, nous n'avons pas à choisir entre petits ou grands capitalistes, puisque aucun des deux n'offre une solution à notre exploitation ! Au contraire, les capitalistes et à l'intérieur, les différentes fractions de la bourgeoisie, font jouer le nationalisme, le chauvinisme selon leurs besoins ; ils nous utilisent pour mieux faire triompher leurs points de vue, dans un cas comme dans l'autre, à leur profit et à notre détriment.

**L'objectif général des communistes de partout au Canada demeure avant tout de détacher le prolétariat du « programme national » de la bourgeoisie et de mettre de l'avant un programme qui**

**lutte contre les divisions nationales et pour l'unité du prolétariat à travers tout le pays.**

## **Le Canada, prison des nations autochtones**

Le Canada, comme les autres États nés de la conquête et de la pénétration européenne en Amérique, s'est construit dans la violence, l'exploitation et l'oppression des peuples autochtones. Avant la venue des premiers Blancs au Canada, plus d'un million d'autochtones habitaient ces contrées. L'arrivée des Français et des Anglais, avec leurs guerres et les maladies qu'ils amenèrent avec eux, a eu pour effet de décimer en grande partie les populations autochtones. Dans certains cas, c'est 80, 90, 95 % de certaines communautés qui ont péri. Il aura fallu plusieurs siècles (en fait, jusqu'à aujourd'hui) pour que les autochtones puissent retrouver leur niveau démographique d'alors.



Encore aujourd'hui, les autochtones vivent une situation extrêmement précaire. Leurs conditions d'existence les confinent à la pauvreté et à la misère. L'espérance de vie des autochtones est de huit ans inférieure à la moyenne canadienne ; il meurt deux fois plus de nourrissons indiens que dans l'ensemble du territoire canadien ; le taux de suicide chez les jeunes y est de sept fois supérieur à l'ensemble de la population. Dans la plupart des régions, le taux de chômage des autochtones est de trois, voire quatre fois supérieur au taux moyen canadien.

Les dures conditions de vie dans les réserves, auxquelles les gouvernements ont montré qu'ils étaient incapables d'apporter quelque solution que ce soit, le développement des luttes ainsi que leur radicalisation, jumelés au blocage constitutionnel et au cul-de-sac des négociations entourant les droits territoriaux, aboutissent à une situation explosive.

Présentement au Canada, la montée des luttes et du mouvement revendicatif des nations autochtones constitue un fait majeur de la situation politique. Malgré les politiques d'assimilation et de génocide dont ils ont été systématiquement victimes et qui ont permis l'ascension du Canada vers les plus hauts sommets parmi les puissances capitalistes, les peuples autochtones ont toujours continué à se défendre. La résistance opiniâtre des nations autochtones, la lutte des Mohawks à l'été 1990, celles d'Ipperwash en Ontario, ou de Gustafsen Lake en Colombie-Britannique, les différentes crises constitutionnelles canadiennes, nous rappellent à nouveau cette évidence. Depuis une douzaine d'années en particulier, de nouveaux courants sont apparus parmi eux et se renforcent sans cesse, qui tendent à radicaliser leur mouvement de résistance et à le diriger contre la bourgeoisie et son État. **Le prolétariat révolutionnaire doit forger une alliance solide avec les nations autochtones dans un grand mouvement de lutte contre la bourgeoisie impérialiste canadienne.**

### **L'État québécois : aujourd'hui, un oppresseur impérialiste à combattre !**

Défendre les principes communistes sur la question nationale, c'est aussi procéder à l'analyse concrète de la situation réelle qui

prévaut. Sur la question nationale québécoise en particulier, nous devons refuser les lieux communs et idées toutes faites propagées par la gauche réformiste et opportuniste. De dire que le Québec a joué historiquement le rôle d'une nation opprimée à l'intérieur du Canada est une chose. Refuser de voir les changements qui se sont produits après 40 ans de développement – voire d'hégémonie – du mouvement national québécois dirigé par la bourgeoisie en est une autre : il s'agit même d'une grave erreur.

Nous pouvons rapidement résumer ainsi cette évolution :

- Le Québec ne souffre pas aujourd'hui des contraintes d'un lien colonial ou néo-colonial, ni de la domination impérialiste ; les droits politiques généralement admis sous le régime bourgeois y sont reconnus ; à trois reprises au cours des 25 dernières années, des référendums constitutionnels ont eu lieu, par lesquels les Québécois et Québécoises ont pu exprimer librement (autant que faire se peut dans un contexte de démocratie bourgeoise) leur droit à l'autodétermination nationale.
- Le mouvement national québécois des 30 à 40 dernières années, regroupé autour de la perspective souverainiste et indépendantiste, a généralement exprimé des intérêts bourgeois hostiles à la classe ouvrière. La perspective nationaliste a non seulement constitué un frein au développement de la lutte de classe contre la bourgeoisie mais elle a servi de marchepied à la constitution d'un « État fort » au service de sa fraction québécoise.
- À l'intérieur du système impérialiste mondial, l'État du Québec et la bourgeoisie québécoise sont intégrés, non pas du côté des dominés, mais du côté des dominants. L'État québécois, les institutions dites « nationales », le réseau financier québécois, les grands monopoles, la moyenne bourgeoisie, les grands appareils idéologiques, les capitalistes dans les PME, partagent les attributs, les caractéristiques et les aspirations de l'impérialisme. Cela apparaît on ne peut plus clairement dans le rapport qu'entretient la nation québécoise avec les nations autochtones. Du statut de nation opprimée, le Québec est passé aujourd'hui à celui de nation oppresseur.

Depuis 30 ans, la bourgeoisie québécoise a dicté, dominé et hégémonisé tous les discours et positions sur la question nationale au Québec, y compris au cœur même du mouvement ouvrier. Le résultat a été désastreux pour le prolétariat : aujourd'hui, aveuglé par 40 ans de chicanes savamment entretenues par les différentes fractions de la bourgeoisie, le mouvement syndical et populaire québécois est gagné au « consensus » créé par la bourgeoisie nationaliste incarnée par le PQ. Et il a complètement désarmé le prolétariat face aux attaques subies au nom de ce même consensus. C'est assez ! Il faut secouer le joug nationaliste et redonner au prolétariat, partout au pays, les armes qu'il faut pour reconstruire l'unité du prolétariat, quelque soit sa nationalité !

### **Un programme pour construire l'unité du prolétariat canadien**

En plus des nations québécoise et canadienne-anglaise, il y a au Canada plus d'une cinquantaine de nations autochtones et métis dont l'affirmation et les luttes se développent et posent un problème pour l'État fédéral. On compte plus d'un million d'autochtones au Canada. Dans les Maritimes, il y a plus de 300 000 Acadiens et Acadiennes, concentrés majoritairement au Nouveau-Brunswick, mais constituant aussi des minorités importantes dans l'Île du Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. En Ontario, il y a aussi près de 500 000 Franco-Ontariennes. Dans les provinces de l'Ouest, il existe également de nombreuses minorités francophones, regroupant plus de 160 000 personnes ; dans ce dernier cas, elles sont privées pratiquement et souvent même légalement, de droits fondamentaux comme le droit à l'éducation dans leur langue. Toutes ces questions nationales perdurent depuis la fondation du Canada. Elles résultent du processus de conquête et de développement du capitalisme en Amérique du Nord. Les différentes questions nationales sont intimement liées à la réalité du capitalisme au Canada. Celui-ci s'est développé sur la base même de l'oppression des nations autochtones, de la nation québécoise, des minorités nationales francophones hors Québec et des autres communautés minoritaires.

La lutte contre les stigmates de l'oppression nationale historique qui subsistent encore au Québec, ne peut être menée que dans le cadre de la lutte plus générale pour l'égalité absolue des langues et des nations,

y compris pour les minorités francophones partout au Canada. Autrement, elle ne sert que de faire-valoir au nationalisme bourgeois et perd ainsi son caractère démocratique.

- ***Pour l'égalité absolue des langues et des nations !***

Dès aujourd'hui, nous luttons pour l'égalité absolue des langues et des nations. Nous nous opposons à tout privilège et à toute forme d'exclusivisme nationaux, tel l'unilinguisme. Les luttes contre l'oppression nationale et pour l'égalité dirigées contre la bourgeoisie et son État participent au mouvement général de résistance au capitalisme et viennent renforcer le camp de la révolution.

À l'inverse, le nationalisme et le chauvinisme renforcent la collaboration de classe, affaiblissent le prolétariat et font reculer la révolution au profit du renforcement de la bourgeoisie, tant au Québec qu'au Canada.

En luttant pour l'égalité des langues et des nations, nous défendons le droit des travailleurs et travailleuses du Québec comme de partout au pays, de vivre, travailler, d'être éduquéEs dans leur langue. La société capitaliste actuelle ne peut répondre ni appliquer dans les faits de tels principes ; cela signifierait un investissement de temps et d'argent pas du tout rentable pour elle ! Ce n'est pas simple, bien sûr, mais en changeant les bases matérielles d'une société de profit vers une société sans classes et tournée vers la satisfaction des besoins de chacunE, bien des choses deviendront possibles !

- ***Luttons contre l'oppression nationale et pour le droit à l'autodétermination des nations opprimées !***

Nous défendons le droit à l'autodétermination des nations opprimées, y compris le droit à la séparation politique. Tel droit est aujourd'hui nié aux nations autochtones, qui n'ont jamais pu l'exercer librement et dont les aspirations à l'émancipation sont durement réprimées par l'État bourgeois, tant au Québec qu'au Canada. Partout où se manifeste l'oppression contre les autochtones, nous devons lutter avec eux et elles, et ce faisant, nous affaiblirons la bourgeoisie qui les opprime !

- ***Le projet d'indépendance du Québec : un projet 100 % bourgeois !***

Le nationalisme québécois est aujourd'hui le principal instrument qu'utilise la bourgeoisie québécoise pour souder les intérêts du prolétariat aux siens, pour faire prévaloir la collaboration de classes et maintenir la paix sociale. Après plus de 30 ans de lutte nationale au Québec, l'appui du mouvement ouvrier organisé au projet nationaliste n'a profité dans les faits qu'à la bourgeoisie québécoise, sans résoudre en aucune manière l'exploitation



du prolétariat. C'est surtout parce que fondamentalement, cette exploitation aujourd'hui n'est pas fondée sur l'oppression nationale, mais résulte du système capitaliste lui-même.

Rien, absolument rien dans le projet que constitue l'indépendance du Québec, ne peut offrir quelque espoir que ce soit d'émancipation et de libération pour la classe ouvrière. La bourgeoisie québécoise, et le mouvement ouvrier aveuglé par le nationalisme, refusent de le dire. Mais nous, prolétaires, devons le crier haut et fort !

- ***Pour vaincre le chauvinisme et le nationalisme, préparons la défaite du capitalisme !***

Aujourd'hui, si certaines réalités de l'oppression nationale existent encore, c'est parce que la classe dominante, la bourgeoisie et ses différentes fractions, ont toujours refusé les solutions les plus démocratiques et les plus justes. Pour la classe ouvrière, c'est en luttant contre la bourgeoisie qu'on mènera **une lutte sans compromis contre l'oppression nationale** là où elle se manifeste. Le prolétariat n'a aucun intérêt à maintenir et à perpétuer quelque forme d'oppression que ce soit car celle-ci ne profite qu'à la bourgeoisie, de par les surprofits qu'elle en tire et de par la division qu'elle réussit ainsi à susciter au sein des masses. Il faut également s'opposer à tout privilège d'une nation au détriment d'une autre, comme par exemple l'unilinguisme, tant au Québec que dans toutes les autres provinces.

Le prolétariat canadien doit mener une lutte sans compromis contre le nationalisme et le chauvinisme, qui divisent la classe ouvrière d'un bout à l'autre du pays. Cette lutte doit être menée au profit de l'unité du prolétariat avec toutes les couches exploitées sur une base « nationale » parmi lesquelles figurent les autochtones, mais aussi plusieurs minorités issues de l'immigration, les réfugiés.

- ***Contre la division, unissons-nous !***

De façon générale, dans nos revendications et mots d'ordre, sur chaque lutte qui se mène, sur chaque question politique qui se pose nous devons poser la question : qu'est-ce qui nous divise ? Qu'est-ce qui nous unit ? Le prolétariat immigrant, les réfugiés, ont les mêmes intérêts que nous et vivent la même exploitation. Nous devons lutter avec eux et elles partout au Canada pour briser les chaînes de la division, les chaînes du racisme et construire avec eux et elles, la révolution prolétarienne. Au Québec, il faut aussi briser avec la collaboration de classes et les compromissions auxquelles le nationalisme nous a fait consentir depuis trop longtemps !



# 8 Les femmes du prolétariat : longtemps reléguées à l'arrière, elles sont maintenant à l'avant-plan !

Pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et en finir avec l'exploitation, le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, devra mettre en action sa formidable force aujourd'hui endormie par des centaines d'années d'exploitation et d'aliénation. Dans la lutte pour faire la révolution socialiste et abattre le capitalisme, un des systèmes les plus exploités de l'histoire, les femmes du prolétariat occupent un rôle central et décisif.

Libérer le monde du joug de l'exploitation de classe ne peut se faire qu'en ralliant les couches les plus opprimées, celles qui ont le plus intérêt à mettre fin aux injustices et qui lutteront jusqu'au bout, jusqu'à la libération de tous et toutes. Parce qu'elles sont parmi les plus exploitées, les femmes du prolétariat ont aujourd'hui un rôle dirigeant et d'avant-garde pour assurer que la lutte révolutionnaire soit menée jusqu'au bout.

Si nous parlons des femmes du prolétariat, c'est parce que nous nous appuyons sur la conception matérialiste de la lutte des classes comme moteur de l'histoire. Les femmes ne sont pas un groupe homogène ou déterminé uniquement par leur genre : leurs conditions matérielles d'existence sont déterminantes dans leur conscience de classe. S'il est vrai que les femmes du prolétariat constituent certainement un des groupes les plus exploités dans la société capitaliste, on ne peut pas dire que les femmes dans leur ensemble et indépendamment de leur condition sociale, constituent le groupe social le plus exploité. La même logique vaut pour toutes les classes : à l'intérieur de chaque classe, certains groupes sont moins bien nantis que d'autres et subissent des inégalités, des préjugés, des violences sans que cela ne les place nécessairement en conflit avec le capitalisme. Pour nous, c'est ce conflit avec le capitalisme qui détermine leur aspiration à la révolution – la destruction du capitalisme jusqu'au communisme.

Comme courant théorique, le féminisme bourgeois et réformiste a plutôt cherché à

résoudre les questions qui touchent les femmes en dehors du cadre de la lutte des classes. Les femmes du prolétariat qui veulent accéder à l'égalité sociale n'attendent rien du mouvement féministe bourgeois qui prétend lutter pour les droits des femmes. Ce mouvement est, selon les termes de Clara Zetkin, révolutionnaire allemande, « une construction bâtie sur le sable qui ne repose sur aucune base sérieuse ». Les solutions qu'il propose et sa stratégie ne remettent pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie comme classe dominante ; sa perspective générale s'arrête à gagner ici et là quelques réformatrices qui s'adressent à une frange de plus en plus petite de femmes embourgeoisées et qui demeurent insatisfaisantes pour la majorité des femmes. Leurs revendications se situent en général à l'intérieur du cadre légal bourgeois et capitaliste. C'est cette différence fondamentale qui place le féminisme comme un courant réformiste, sur le terrain dominé par la bourgeoisie. Nous rejetons ce féminisme bourgeois et mettons plutôt de l'avant le féminisme prolétarien et révolutionnaire.

## L'oppression des femmes

C'est le marxisme qui a réellement permis de bien cerner la question de l'oppression des femmes dans l'histoire, en démontrant que la position sociale de la femme et de l'homme sont le résultat des rapports sociaux qui se sont développés historiquement et qui se sont modifiés, à chaque étape, à travers différentes formations économiques de la société. Le rôle de la femme ou de l'homme est aussi un produit social, et sa transformation suit plus ou moins rapidement les transformations de la société dans laquelle il se matérialise.

« Dans la production sociale de leurs moyens d'existence, les hommes entrent entre eux dans des relations déterminées, nécessaires, indépendantes de leur volonté : les rapports de production qui correspondent à un stade déterminé du développement de leurs forces matérielles de production. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la

société, la base réelle sur laquelle repose une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production des moyens matériels d'existence définit l'ensemble du processus de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. » (Karl MARX, *Critique de l'économie politique*)

Toutes les sociétés de classes pré-capitalistes furent caractérisées par une division matérielle et sexuelle qui établit explicitement sur la base de leur sexe ce que les hommes et les femmes peuvent faire dans la sphère publique ou la sphère privée, et par une légitimation idéologique de cette division sexuelle du travail sur la base qu'elle est établie par la nature ou par des forces surnaturelles. Tandis que cette division sexuelle du travail a pris différentes formes et s'est développée de différentes manières, elle a invariablement débouché sur des rapports patriarcaux qui ont donné aux hommes, et aux hommes de la classe dominante en particulier, plus de ressources et un statut supérieur en moyenne que pour les femmes, à qui ils ont laissé la responsabilité des soins et de l'éducation des enfants. Le patriarcat repose sur la famille patriarcale. C'est le mode de transmission de la propriété par lequel l'homme, propriétaire des biens de la famille, les transmet à l'un de ses descendants masculins selon la filiation paternelle. De cette définition du patriarcat, il ressort que tous les autres aspects, idéologiques et autres, découlent de la question de la propriété des biens familiaux, de leur extension et de leur transmission.

## L'oppression des femmes sous le capitalisme

Ces rapports sociaux patriarcaux, le capitalisme moderne les a détruits en les remplaçant par ses propres rapports de production. L'extension du salariat, et surtout la participation massive des femmes dans le salariat, parallèlement au développement

des autres rapports capitalistes, mènent invariablement à la rationalisation, à la croissance et l'application des méthodes logiques et scientifiques de penser, de travailler. On peut affirmer que le mode de production capitaliste parvenu au stade impérialiste a érodé de façon significative le patriarcat en générant dans le cours de son développement des individus se concevant de plus en plus comme formellement égaux entre eux, indépendamment de leur sexe et en créant des rapports sociaux qui encouragent les individus à entrer en relation les uns avec les autres sans tenir compte du sexe.

La société capitaliste actuelle est le résultat du développement des forces productives au fil des siècles et des luttes de classes du passé. Une bonne partie des rapports sociaux qui existent sous le capitalisme (le rapport entre les hommes et les femmes, la division entre le travail manuel et intellectuel, entre la vie dans les villes et celle dans les campagnes) ont été hérités de ce passé. Mais aujourd'hui, dans la société dominée par le capitalisme, ces mêmes rapports sociaux, dont celui entre les hommes et les femmes, évoluent principalement en fonction des besoins du mode de production.

Depuis l'avènement des sociétés de classes, la division sexuelle du travail, la participation des femmes à la production matérielle, l'organisation de la famille, telles qu'institutionnalisées par l'État, la religion, le droit, la culture et l'idéologie dominantes, avaient assigné aux femmes une position inférieure marquée par les formes les plus diverses de domination et d'oppression. Tous ces rapports, normes, idées, le capitalisme les fait éclater, car pour se maintenir, il est contraint de révolutionner perpétuellement les rapports sociaux de production.

Alors que dans les pays dominés par l'impérialisme, le patriarcat et les institutions qui en découlent jouent un rôle important dans le maintien de l'oppression des femmes et dans l'exploitation dont elles sont victimes, la situation générale dans un pays impérialiste développé est différente. Plus de 100 ans de capitalisme et de lutte de classes ont fait en sorte que le patriarcat, comme rapport social, n'occupe plus un terrain déterminant dans l'organisation sociale du capitalisme au Canada. Certaines vieilles idées, vestiges du patriarcat, subsistent encore aujourd'hui dans la société capitaliste. Elles s'expriment sous

forme de sexisme, de chauvinisme, de violence faite aux femmes et de leur utilisation comme simple objet sexuel ou encore dans la résistance de certains hommes face à l'émancipation complète des femmes dans la société actuelle. L'égalité des droits entre les sexes dans la société et dans la famille contemporaine, et tout particulièrement l'égalité juridique en matière de propriété (et par extension de l'héritage) fait en sorte que pour les femmes, le capitalisme est devenu la principale forme de domination. Comme le disait il y a plus de 150 ans le *Manifeste du parti communiste*, « partout où la bourgeoisie a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales et patriarcales ».

La vieille idée selon laquelle la position de la femme dans la famille et la société était immuable s'est à jamais effondrée. La famille, comme toutes les autres institutions de la société, est en perpétuel mouvement, se transformant, comme elles, selon l'évolution des rapports économiques et de propriété qui en sont la base. Libérée de la dépendance vis-à-vis de l'homme, la femme est passée sous la domination du capital.

Pour ne pas être écrasés par la concurrence, les capitalistes doivent augmenter au maximum la production. L'évolution de l'industrie moderne a fait du travail féminin une nécessité soumise aux exigences du capital. Si le travail des femmes est nécessaire à la survie du capitalisme, il l'est tout autant pour la survie des prolétaires. Jadis, le salaire de l'homme suffisait à assurer l'existence de la famille ; maintenant il suffit à peine à le maintenir en vie. Aujourd'hui, le prolétaire est contraint de compter sur le travail salarié de la femme, et ce travail sous les conditions actuelles du capitalisme ne peut plus être considéré comme un simple appendice de son propre travail. « *La grande industrie, en conférant un rôle décisif hors de la sphère du foyer, dans le procès de production socialement organisé, aux femmes et aux enfants, n'en crée pas moins la nouvelle base économique d'une forme supérieure de la famille et du rapport entre les sexes.* » (Marx)

De même, chacun des perfectionnements de la production capitaliste, en simplifiant le travail, en rendant superflue une partie de la main-d'œuvre, tout en déqualifiant une large majorité de travailleuses et de travailleurs, accélère ce mouvement des femmes vers le travail salarié, mais il le fait précisément pour satisfaire sa propre course aux profits. Des milliers de

femmes prolétaires sont ainsi introduites dans la production à des salaires qui ne cessent de diminuer et dans des conditions qui ne cessent de s'aggraver : temps partiel, horaires éclatés, cadences accélérées, etc.

Ici, ce n'est pas, comme le prétendent plusieurs féministes, le patriarcat qui se fait sentir, mais l'exploitation capitaliste dans tout ce qu'elle a de barbare et rétrograde. Car dans le monde capitaliste, est productif ce qui produit de la plus-value, indépendamment de la qualité du travail et de l'usage fait du produit dans lequel s'incarne la plus-value. Parce qu'il ne produit pas de plus-value et quoique socialement nécessaire, le travail domestique effectué majoritairement par les femmes, tout comme le travail dans certains des secteurs où se retrouvent encore une majorité de femmes, est assumé gratuitement ou au mieux est mal rémunéré. Le sort de la moitié de l'humanité revient ainsi rejoindre celui de l'autre : misère et exploitation pour le profit d'une minorité de riches.



## **La révolution, la seule solution !**

Les femmes du prolétariat, à travers leurs luttes, sont à même de se convaincre toujours plus que le problème de l'égalité complète des femmes n'est pas un problème isolé, un « problème de femme », séparé des autres questions politiques, et qu'il ne pourra trouver de solution définitive tant que la société actuelle n'aura pas subi des transformations fondamentales.

Mais pour que s'exprime dans toute son étendue la juste colère des femmes du prolétariat, ensemble, nous devons assurer toutes les conditions pour que cela soit possible pour toutes. Les femmes du prolétariat vont se joindre à une organisation qui leur permettra de s'organiser, d'apprendre en combattant et surtout, qui va matérialiser un affrontement avec l'ancien monde, le capitalisme qu'il faut détruire, et le nouveau, le socialisme qu'il faut construire. C'est donc à nous et à toutes celles qui veulent transformer de façon révolutionnaire cette société pourrie, d'élaborer le programme communiste de libération des femmes et de gagner les femmes du prolétariat à la révolution socialiste.

## **Une nouvelle étape : le féminisme prolétarien révolutionnaire**

Pour transformer radicalement la société capitaliste, notre perspective générale est celle de la construction d'un mouvement des femmes du prolétariat regroupant les travailleuses, les chômeuses, les assistées sociales, mères monoparentales et immigrantes des milieux populaires, les organisations politiques de la classe ouvrière, les femmes des organisations de jeunes et d'immigrantes qui ont une orientation prolétarienne. Un tel mouvement qui permettra de mobiliser toute la puissance des femmes dans la lutte contre le capitalisme, est essentiel pour assurer le triomphe de la révolution prolétarienne, mais aussi pour faire avancer dès aujourd'hui la lutte idéologique contre les inégalités, le sexisme et le chauvinisme qui existent encore chez les hommes du prolétariat.

Comme organisation révolutionnaire, le PCR développe son activité à partir d'un but, le communisme, et la nécessité d'effectuer les tâches pour atteindre ce but, d'appliquer une ligne politique juste et de s'appuyer sur celles et ceux qui sont les plus exploités par le capitalisme. En tenant compte de la situation historiquement défavorable qui a prévalu par rapport aux femmes du prolétariat, cela exige que les femmes

du prolétariat reviennent de l'arrière pour faire la révolution. Ce mouvement des femmes du prolétariat vers l'avant, vers un changement libérateur, nous appelons à le construire tout en l'inscrivant dans la lutte générale pour la construction du parti communiste révolutionnaire et dans la lutte pour le communisme au Canada.

Un tel mouvement développera deux perspectives :

### **1) Gagner les femmes du prolétariat à la révolution socialiste :**

- par l'éducation, l'agitation et la propagande marxiste-léniniste-maoïste dans les milieux prolétariens ;
- en développant la solidarité avec les luttes des femmes dans les pays dominés par l'impérialisme ;
- en encourageant leur ralliement au PCR ;
- en mettant en place à l'intérieur de l'organisation, les mesures qui permettront aux femmes de pleinement participer à la vie politique du parti ;
- en développant leur capacité de direction dans la lutte des classes.

### **2) Développer le programme communiste de libération des femmes :**

- en menant l'enquête sur les besoins réels des femmes de la classe ouvrière et les formes de discrimination et d'oppression qu'elles vivent ;
- en mettant de l'avant les revendications immédiates pour améliorer les conditions des femmes prolétaires, entre autres sur toutes les questions liées à la reproduction (accès gratuit à la contraception et à l'avortement ; garderies gratuites ; plein salaire durant la grossesse et pendant le congé de maternité ; etc.) ;
- en menant des campagnes pour combattre le sexisme et le chauvinisme au sein du prolétariat ;
- en luttant sans pitié contre les capitalistes et quiconque exploite les femmes comme objet sexuel, et contre la violence faite aux femmes ;
- en luttant contre la répression des prostituées et en défendant les travailleuses et les travailleurs du sexe.

### **Nous disons féminisme prolétarien...**

...parce que nous nous appuyons sur la conception matérialiste de l'histoire selon laquelle personne n'échappe aux conditions matérielles qui déterminent les conditions d'existence. En affirmant ceci, nous démontrons clairement notre opposition au féminisme

bourgeois et à ses différentes variantes petites-bourgeoises que sont le féminisme socialiste et le féminisme radical.

Au début du capitalisme, le prolétariat a uni ses forces avec la bourgeoisie pour liquider définitivement le féodalisme. Dans le cadre de la lutte contre le patriarcat et pour l'égalité juridique des sexes, lutte dans laquelle les femmes bourgeoises ont joué un rôle progressiste, il a été possible d'unir les mouvements de femmes bourgeoises, petites-bourgeoises et prolétaires. Mais une fois l'égalité formelle atteinte, il était prévisible que les différents mouvements des femmes se divisent de nouveau. Il y a à présent infiniment plus d'intérêts contradictoires que d'intérêts communs entre une bourgeoise et une prolétaire.

Après la disparition du mouvement marxiste-léniniste dans les pays impérialistes, le point de vue prolétarien sur cette question a presque disparu. Parallèlement au déclin du mouvement m-l des années 1970 et après les grandes contestations des années 1960-70, le mouvement féministe, tout comme ses revendications, a quitté la rue pour aller s'installer dans le confort douillet des universités pour aller se donner en spectacle sur la scène académique, faisant ainsi perdre à la majorité des femmes les moyens de leur combat : la mobilisation révolutionnaire de masse et la mobilisation révolutionnaire de classe.

Là où le féminisme bourgeois, c'est-à-dire le féminisme de la conciliation des classes, ne propose des réformes satisfaisantes que pour une poignée de privilégiées, le communisme propose et lutte pour un changement radical et complet des rapports sociaux exploités et oppressifs du capitalisme, où chaque victoire par les femmes du prolétariat est un gain pour l'immense majorité des femmes. Là où le féminisme petit-bourgeois, c'est-à-dire idéaliste, voit des catégories a-historiques presque inamovibles, le communisme voit des rapports entre classes sociales et des rapports en mouvement qui permettent la transformation, le changement.

### **Et nous disons aussi féminisme prolétarien révolutionnaire...**

...parce qu'il ne peut y avoir de réelle libération des femmes et des hommes sans révolution; parce qu'il est impossible aux femmes du prolétariat d'atteindre l'égalité totale en laissant la structure et le système de production capitaliste inchangés.

# 9 Notre objectif : le communisme

L'objectif premier que nous, prolétaires, poursuivons, c'est de renverser la bourgeoisie canadienne et de conquérir le pouvoir d'État. À partir de là commencera une nouvelle étape – la construction d'une nouvelle société, socialiste – qui sera elle-même le prélude au communisme qui se caractérise notamment par la disparition de l'État, du parti, du droit bourgeois, des classes sociales, des rapports marchands et de l'argent.

Cette étape, il faut la voir d'abord comme étant une **période de transition**, qui servira à la fois à détruire tous les vestiges du vieux mode de production capitaliste qui ne manqueront pas de subsister, et à prévenir sa restauration ; mais aussi à préparer l'avènement du communisme. Le passage à la société communiste impliquera en effet une préparation matérielle considérable, i.e. qu'il faudra développer et transformer les forces productives et établir les conditions qui permettront de satisfaire pleinement les besoins de tous et de toutes ; et surtout, une préparation politique et idéologique : les rapports sociaux devront avoir été complètement transformés, l'idéologie prolétarienne devra avoir triomphé de l'idéologie bourgeoise, les êtres humains devront avoir appris à gérer leur vie et à inscrire leur propre épanouissement dans le cadre de l'épanouissement général de toute la collectivité.

Lorsque nous parlons du communisme, nous parlons d'une société sans exploitation, dans laquelle la division en classes aura fait place à la libre coopération entre tous les individus. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de différences entre eux ni que tout le monde aura les mêmes besoins (ceux-ci varieront nécessairement dépendant des individus, des lieux où ils se trouvent, des périodes), mais bien que ces différences ne seront plus sources d'inégalité, car la société dans son ensemble sera en mesure de les combler.

Alors certes, cela suppose un développement suffisant des forces productives. Mais cela suppose aussi que les classes et les genres auront été supprimés, et surtout que les bases sur lesquelles elles et ils reposent (à savoir, la propriété privée des moyens de production, les rapports de sexage, ainsi que la division du travail entre ceux et celles qui conçoivent et ceux et celles qui exécutent) auront été détruites. Avec la suppression des classes, on en arrivera aussi à la suppression de l'État, qui n'est jamais autre chose que l'instrument de la domination d'une classe sur une autre. La société sera alors administrée collectivement par tous ceux et celles qui en font partie.



Pour qu'une telle société puisse se développer, il faudra également avoir mis un terme au règne de l'impérialisme, i.e. qu'il faudra que la bourgeoisie ait été renversée et que la période de transition vers le communisme ait été bien amorcée non seulement au Canada, mais aussi dans la vaste majorité des pays du monde. Les conditions seront alors posées pour la suppression des nations et l'établissement de rapports de coopération, égaux, entre tous les peuples, débarrassés des barrières nationales.

C'est à préparer et à mettre en place toutes ces conditions, qu'on ne saurait atteindre du jour au lendemain, que sert l'étape du socialisme. C'est ce qui la rend nécessaire.

## Établir la dictature du prolétariat

Cette « période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la **dictature révolutionnaire du prolétariat** », Karl Marx en fixait ainsi les grands objectifs : « Ce socialisme est la **déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour en arriver à la suppression des différences de classe en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales.** » (*Les luttes de classes en France [1848-1850]*)

Pourquoi donc Marx, et après lui les communistes révolutionnaires authentiques, parlent-ils du socialisme comme étant une « dictature », alors même qu'il s'agit de s'épanouir et de libérer les potentialités de tous et de toutes ? Tout simplement parce que le prolétariat – qui est la seule classe ayant intérêt à abolir toutes les formes d'exploitation et d'oppression et à conduire la société en direction du communisme – fera inévitablement face à l'opposition constante et acharnée de la bourgeoisie, tant au niveau national qu'à l'échelle internationale. Une bourgeoisie dont la résistance, expliquait Lénine, sera « **décaplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside**

**pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production.** [...] Or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. » (*La maladie infantile du communisme [le « gauchisme »]*)

Pour le prolétariat désormais au pouvoir, il sera donc nécessaire de réprimer la bourgeoisie et la contre-révolution. Mais il lui faudra aussi diriger le processus de transition, i.e. se diriger lui-même, à partir de ses éléments les plus conscients (regroupés au

sein du parti) ; et diriger (ou neutraliser) les autres couches ou classes qui ne sont pas hostiles au socialisme mais qui ne trouveront pas nécessairement intérêt à faire avancer la société jusqu'au communisme.

En fin de compte, la dictature du prolétariat, ce sera la répression féroce du camp de la réaction, et la démocratie la plus large dans le camp du peuple, le camp de la révolution.

### **Liquider la bourgeoisie en tant que classe et construire le pouvoir prolétarien**

À l'étape du socialisme, comme l'expliquait Lénine, ce qu'il s'agit de faire, c'est de « *passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau* ». (*Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*)

Toute cette période en sera donc une de luttes et de débats incessants, tant aux niveaux idéologique, politique qu'économique. Le prolétariat au pouvoir devra viser à généraliser et à étendre les expériences positives de transformations des rapports sociaux qui auront été entreprises, y compris celles qui l'auront été de façon embryonnaire avant même la prise du pouvoir. Il visera également à consolider et à généraliser les nouvelles formes de pouvoir qui auront été mises en place dans le cours de la lutte révolutionnaire et qui feront en sorte que de plus en plus, ce sont véritablement les masses prolétariennes à la base qui dirigeront la société : notamment les conseils révolutionnaires, ou *Soviets*, par lesquels le prolétariat et ses alliés exerceront directement le pouvoir.

Encore là, Lénine a bien résumé la conception qui doit nous guider dans l'établissement et la consolidation du nouveau pouvoir : « *Notre but est de faire participer tous les pauvres sans exception au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens – plus elles seront variées, mieux cela vaudra – doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir gratuitement les fonctions d'État par tous les travailleurs [...] : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme.* »

C'est d'ailleurs ainsi qu'on pourra juger de la justesse des mesures qui seront mises

en place aux différentes étapes de la construction du socialisme : selon qu'elles contribueront, ou pas, à éliminer les vestiges du capitalisme, à empêcher sa restauration, à faire naître et à consolider de nouveaux rapports sociaux. Toute cette période, on l'a vu, sera donc marquée par la lutte. Il y aura nécessairement des avancées et des reculs. Parfois, le prolétariat révolutionnaire sera contraint d'opérer quelque repli tactique. Mais toujours, il faudra s'assurer que la direction générale imprimée à la société aille dans le sens du communisme. Sinon, ce sera inévitablement le retour en arrière et la restauration du capitalisme, comme on l'a vu en URSS et en Chine.

Il n'y a donc pas de garantie comme quoi le socialisme et le communisme triompheront du premier coup. La seule chose dont nous pouvons être certaines et certains, c'est qu'il s'agira d'une lutte de tous les instants. Les classes sociales n'auront pas disparu, la contradiction principale dans la société socialiste opposera encore une fois la bourgeoisie au prolétariat, comme dans l'ancienne société capitaliste, à la différence que c'est ce dernier qui en constituera désormais le pôle dominant.

Quand nous disons que les classes sociales existeront encore, c'est parce qu'il y aura toujours, sous le socialisme, des bases matérielles pour en fonder l'existence. D'abord, parmi les éléments provenant de l'ancienne bourgeoisie, qui auront certes été dépossédés de leurs moyens de production et qui ne détiendront plus le pouvoir politique mais qui conserveront néanmoins des atouts importants, susceptibles de les amener à jouer un certain rôle dans l'organisation sociale : leurs connaissances notamment, leurs relations, leur capacité de diriger (ne serait-ce que par habitude).

Puis, les rapports de production ne pourront être transformés complètement et à tous les niveaux du premier coup. Il subsistera nécessairement certaines formes de petite production, tout comme il y aura maintien de la répartition selon le travail, et non selon les besoins. Des inégalités persisteront, par exemple entre celles et ceux qui dirigent et celles et ceux qui exécutent. Et bien sûr, les vieilles idées bourgeoises et réactionnaires n'auront pas disparu par un simple coup de baguette (même si la lutte révolutionnaire aura fortement contribué à les faire reculer). Il y aura encore une part d'individualisme, y compris parmi les prolétaires, et surtout ce vieux réflexe qui nous

pousse à confier à d'autres que nous (parce qu'ils sont plus éduqués et/ou qu'ils ont plus d'expérience) le soin de décider à notre place.

Sur ces bases, de nouveaux éléments bourgeois apparaîtront, même s'ils ne l'étaient pas dans l'ancienne société. Y compris parmi les communistes, dont certaines et certains vont être amenés à « changer de camp » à partir de leur situation privilégiée du moment. Ces gens vont mettre de l'avant des idées, des conceptions, des mesures – bref, une ligne politique – qui auront pour effet de ramener la société vers l'arrière, de préparer la restauration du capitalisme.

L'histoire a d'ailleurs montré que ce sont ces derniers (les nouveaux éléments bourgeois) qui sont souvent les plus dangereux pour l'existence du socialisme. Ne serait-ce que parce qu'ils se dissimulent et qu'on les retrouve au sein même du parti et de l'appareil d'État, i.e. là où le pouvoir est concentré, où ils peuvent se draper de l'étiquette communiste pour mieux tromper les masses et où ils en viennent même à établir leur quartier général. Comme le disait Mao Zedong après avoir connu l'expérience de 25 années de lutte pour la construction du socialisme en Chine : « *Vous faites la révolution socialiste et vous ne savez même pas où se trouve la bourgeoisie. Mais elle est directement à l'intérieur du parti communiste – ce sont ceux qui sont au pouvoir et qui suivent la voie du capitalisme.* »

### **Poursuivre la révolution jusqu'au bout !**

La contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, la lutte de classes qui se poursuit sous le socialisme, marquera en fait tous les débats qui auront lieu quant à l'orientation à donner à la nouvelle société, à la direction qu'il faudra prendre, aux transformations qu'il faudra opérer. Elle prendra la forme d'une lutte entre deux voies, ou deux lignes, qui se déroulera en particulier au sein du parti et qui persistera tout au long de la période de transition.

Contrairement à certains qui souhaiteraient que tout se déroule calmement, sans heurts, et qui envisagent un développement linéaire et progressif du socialisme, les communistes révolutionnaires ne craignent pas la lutte de lignes. Au contraire, nous partons d'abord du principe qu'elle existe objectivement, indépendamment de notre volonté ; et nous souhaitons alors la mener à terme, i.e. à faire triompher le point du

vue qui représente les intérêts généraux du prolétariat – le point de vue communiste.

Encore là, contrairement à d'autres, les communistes révolutionnaires n'envisagent pas la lutte de lignes de manière bureaucratique. Nous ne voulons pas la limiter aux plus hautes instances de l'appareil d'État et du parti. Cela ne suffirait pas à éliminer le danger de restauration du capitalisme, étant donné que celui-ci tire ses bases dans les « défauts » même du socialisme. C'est donc à ces « défauts » qu'il faut principalement s'attaquer, si on veut éviter le retour en arrière. Comme Mao l'a si bien expliqué au moment où il a déclenché la Révolution culturelle qui visait justement à contrer un tel phénomène, « la lutte contre ceux qui sont au pouvoir et qui suivent la voie capitaliste est la tâche principale, mais ce n'est d'aucune façon l'objectif. L'objectif, c'est de résoudre le problème de la conception du monde ; c'est d'éradiquer les racines du révisionnisme. » Puis : « On aura beau destituer 2 000 partisans de la voie capitaliste, si on ne transforme pas notre conception du monde, il y en a 4 000 autres qui vont apparaître la prochaine fois. »

Bien sûr, ces nouveaux bourgeois, il faudra les dégommer et exercer contre eux toute la force que permet la dictature du prolétariat. Mais il faudra le faire avec la participation et le soutien des masses. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra faire avancer leur compréhension de ce qu'il faut faire pour aller au communisme, et transformer leur conception du monde, comme le suggérait Mao. C'est en impliquant et en mobilisant les masses dans la lutte contre la nouvelle bourgeoisie qu'on pourra également mettre en place de nouvelles mesures, de nouvelles façons de faire, qui viendront concrétiser notre volonté de transformer les rapports sociaux.

Telle est la signification profonde de la Grande révolution culturelle prolétarienne, que Mao a initiée avec succès en Chine et qui constitue désormais un passage obligé

pour quiconque souhaite réussir la transition du socialisme au communisme. La révolution culturelle constitue l'expérience de transformation révolutionnaire la plus avancée dans l'histoire du prolétariat international. Pour triompher du capitalisme, rectifier le tir et atteindre le communisme, nous devons mener plusieurs révolutions culturelles tout au long de la période de transition.

L'État, qui continue à exister tout au long de la période socialiste mais qui progressivement en vient à « déperir », doit associer de plus en plus les masses à l'exercice du pouvoir, en aménageant, entre autres choses, les conditions qui leur permettront de le faire : à savoir du temps



(par la réduction du temps de travail), la prise en charge collective des tâches domestiques, l'attribution générale de moyens (encre, papier, salles de réunions, information...) qui permettront leur libre expression, etc.

Il doit aussi voir à détruire les privilèges historiquement associés aux fonctions de direction, notamment par l'élection et la révocabilité des dirigeantes et dirigeants, l'adoption d'un mode de rémunération qui ramène leurs conditions de vie à celles des

masses prolétariennes, et la participation des cadres au travail productif.

À long terme, il s'agit de permettre à chacun et à chacune de développer sa capacité à diriger, et pas seulement au niveau d'une usine ou d'un quartier (même si nécessairement, cela passe aussi par là) ; mais surtout au niveau de la société tout entière, de la planification et la direction générale qu'elle prend.

Pour que telle participation soit possible, et surtout pour qu'elle soit autre chose que toutes les consultations-bidon que les capitalistes et leurs gouvernements organisent uniquement pour nous donner l'impression que nous avons notre mot à dire sur l'administration de la société (alors qu'en fait, ce

sont eux et eux seuls qui prennent toutes les décisions, et ils le font uniquement dans leurs propres intérêts), l'État doit se transformer lui-même, et surtout développer de nouveaux organes dirigeants, basés sur la participation des masses.

En fin de compte, ce qu'il faut retenir, c'est que le socialisme, ce n'est pas seulement – ni même d'abord et avant tout – la transformation du système de propriété, i.e. les nationalisations et l'appropriation des moyens de production par l'État. Le socialisme, c'est surtout la transformation des rapports de production et des rapports sociaux. C'est en changeant ces bases matérielles qu'il sera possible de parvenir à la transformation et la révolutionnarisation véritables de toute la superstructure : les institutions politiques, l'éducation, la culture, l'idéologie. C'est une

bataille constante pour réellement renverser la pyramide sociale, et faire en sorte qu'ultimement, « ceux d'en bas » (i.e. le prolétariat et ses alliés) deviennent les véritables maîtres de la société.

**V**oici certaines des mesures et des tâches que le prolétariat révolutionnaire devra mettre en place et réaliser après avoir conquis le pouvoir politique. Il ne s'agit pas, ici, de « promesses électorales » bidon comme en font les partis politiques bourgeois en période électorale mais d'une liste, ni complète, ni exclusive, de mesures qui indiquent quel type de transformations devront être entreprises pour que la période historique du socialisme se déroule avec succès, i.e. qu'elle permette de détruire le mode de production capitaliste et de préparer le passage au communisme.

Dès l'effondrement du régime bourgeois, le prolétariat révolutionnaire établira un nouvel État, qui sera l'instrument de sa dictature sur la bourgeoisie et de la consolidation de son nouveau pouvoir. Cet État sera basé sur les conseils révolutionnaires, dont certains auront déjà été mis sur pied à travers le développement de la révolution, dans la grande tradition communiste des Soviets établie en Russie. Cette forme d'expression et d'organisation par excellence du pouvoir prolétarien devra conséquemment être étendue et généralisée d'un bout à l'autre du pays, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. Les conseils révolutionnaires détermineront et implanteront toutes les mesures nécessaires à l'établissement et au développement du socialisme ; ils deviendront ainsi les principaux organes de pouvoir autour desquels s'exercera la dictature du prolétariat.

#### **Mesures d'ordre économique :**

- Expropriation sans indemnisation de la grande bourgeoisie, notamment des banques, des grandes industries et des réseaux de communication ; nationalisation des richesses immobilières et mobilières, de la terre, du sous-sol et des eaux ; développement de la propriété sociale et collective des principaux moyens de production ; constitution, dans toutes les unités de production, d'une direction qui agira dans l'intérêt général du prolétariat, i.e. dans le but de satisfaire les besoins collectifs et de servir la révolution mondiale ; gestion des entreprises selon un plan national et des plans locaux qui assignent les tâches à accomplir, allouent les ressources et déterminent la destination des produits.
- Annulation des prêts, des hypothèques et de toutes les dettes envers les banques, l'État et la bourgeoisie impérialiste. Annulation des dettes et crédits contractés auprès d'autres pays. Transformation du patrimoine financier des travailleurs et travailleuses ainsi que de la petite et moyenne bourgeoisie en épargne ne produisant pas d'intérêts, que les titulaires pourront utiliser comme revenu complémentaire ou différé, à pouvoir d'achat constant ; dissolution immédiate des fonds d'investissement et de capital de risque, y compris les anciens fonds gérés par des syndicats ; protection de l'épargne, des pensions et de tout autre moyen de subsistance acquis par les travailleurs et travailleuses.
- Réalisation du devoir pour tous et toutes d'effectuer un travail socialement utile, sauf ceux et celles reconnus inaptes en raison de l'âge, de la maladie ou de l'invalidité ; reconnaissance, collectivisation et « déséxisation » du travail domestique (cantines, buanderies, entretien domestique, etc.) ;

détermination du revenu individuel par le collectif de travailleurs et de travailleuses, en fonction de la quantité et la qualité du travail effectué ; octroi d'une allocation universelle suffisante pour tous ceux et celles qui ne peuvent effectuer un travail socialement utile (enfants, étudiantEs, personnes âgées, inaptes), qui permette notamment aux femmes de s'émanciper des hommes et aux jeunes de ne plus dépendre de leurs parents.

- Réduction constante et progressive des écarts salariaux jusqu'à leur complète élimination, entre travailleurs et travailleuses manuellEs et intellectuellEs, hommes et femmes, dirigeantEs et dirigéEs, entre ceux et celles qui possèdent plus de connaissances ou de qualifications et les autres qui en ont moins, entre villes et campagnes.
- Rétribution des directeurs, des directrices et de toute personne chargée d'une fonction publique à qui telle responsabilité a été déléguée sur la base du salaire ouvrier moyen, que nous appelons aussi le « maximum communiste » – les locaux, moyens de transport et autres fournitures nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont été confiées demeurant propriété collective.
- Protection de la propriété individuelle des travailleurs et travailleuses autonomes tout en gardant la propriété collective comme objectif ; soutien à l'application des technologies les plus avancées, les plus sûres, les plus propres et les plus productives ; commandes et fournitures planifiées et assurance des débouchés ; transformation graduelle et volontaire des entreprises individuelles et familiales en coopératives de production et de distribution, puis transformation de ces coopératives en propriété collective.

#### **Mesures d'ordre politique :**

- Participation de tous les dirigeantEs, y compris les dirigeantEs à l'intérieur du parti, aux tâches de base.
- Formation à la gestion des différents milieux de travail des travailleuses et des travailleurs afin d'assurer le remplacement périodique des dirigeantEs et retour obligatoire de ces dernières et derniers aux tâches de base afin d'éviter le renouvellement de la bourgeoisie via la formation d'expertEs.
- Formation à la vie politique des éléments les plus avancés parmi les masses afin d'assurer le remplacement périodique des dirigeantEs du parti et retour obligatoire de ces dernières et derniers aux tâches de base afin d'éviter le renouvellement de la bourgeoisie à l'intérieur même du parti.
- Développement d'échanges économiques avec les autres pays sur la base de l'intérêt réciproque et du respect de l'indépendance mutuelle ; fin immédiate de l'occupation des territoires autochtones ; développement de relations fraternelles avec les autres pays socialistes.
- Dissolution de l'armée, de la police et de tous les organes répressifs du vieil État bourgeois ; expulsion du territoire canadien des forces armées étrangères, de la police et des espions ; armement général des masses et constitution de milices prolétariennes qui verront à développer leur capacité à assurer elles-mêmes la défense du nouveau pouvoir ;

maintien d'une armée rouge permanente chargée d'empêcher la contre-révolution et de défendre le pays contre toute menace étrangère.

- Annulation de tous les traités militaires, politiques et commerciaux signés par l'ancien régime, y compris ceux qui maintiennent l'oppression des nations autochtones ; expulsion des diplomates, représentantEs officielLEs et agentEs d'autres États qui ne respectent pas les dispositions prises par les autorités révolutionnaires, qui cherchent à influencer les masses et/ou dont la présence n'est plus nécessaire ; soutien actif, politique et matériel, aux organisations révolutionnaires du prolétariat et aux mouvements de libération qui luttent contre la domination impérialiste.
- Dissolution des organes de l'administration publique de la bourgeoisie (gouvernements fédéral et provinciaux, conseils de bande autochtones, conseils municipaux, organismes chargés de gérer les écoles et le système de santé, etc.).
- À tous les niveaux (central, national, provincial, régional, local...), remise du pouvoir aux mains d'un conseil révolutionnaire unique composé de déléguéEs éluEs et révocables en tout temps par ceux et celles qui les ont éluEs et assurant une représentation équitable entre hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, militantEs avec et sans parti, etc ; ont le droit de vote les prolétaires ainsi que tous ceux et celles qui participent à la construction du socialisme.
- Dissolution des associations professionnelles et des organisations de la bourgeoisie (chambres de commerce, Conseil du patronat, etc.) ; abolition des droits politiques et civils des membres de la grande bourgeoisie impérialiste ; obligation pour tous les autres bourgeois de se soumettre au collectif des travailleurs et des travailleuses sous peine de se voir retirer tels droits ; répression de toute tentative de la bourgeoisie de restaurer son pouvoir et ses privilèges, d'user de son autorité morale et de ses moyens pour influencer les masses et la vie sociale.
- Élection et révocabilité des officières et officiers de justice, des fonctionnaires de l'administration publique, des dirigeantEs des forces armées et des milices.
- Égalité absolue des langues et des nations ; reconnaissance du droit à l'autodétermination pour les nations opprimées ; interdiction de toute discrimination basée sur la langue parlée, la connaissance d'une langue, l'appartenance nationale ou l'origine ethnique ; respect des droits des minorités nationales et des groupes minoritaires, y compris le droit à l'éducation et la préservation de leur culture.

### **Mesures d'ordre social :**

- Réduction et limitation de la durée de la journée de travail ; interdiction du temps supplémentaire obligatoire et du travail de nuit contraint, sauf dans les cas où cela est absolument indispensable ; limitation de la période pendant laquelle une personne pourra être employée à des travaux nocifs et difficiles, et rotation des tâches planifiée en conséquence.
- Valorisation du travail volontaire, au-delà du travail obligatoire ; au fur et à mesure que la production croît et que la situation le permet, implantation et généralisation, autant

que possible, de la répartition « à chacunE selon ses besoins » plutôt que selon son travail ; transformation progressive de toute activité sociale en travail volontaire permettant la libre expression de la créativité et l'émancipation de chaque individuE ; réduction du travail obligatoire jusqu'à sa complète élimination.

- Reconnaissance du droit de grève et de s'organiser, de la liberté de manifester pour les couches prolétariennes, comme moyen privilégié d'affirmer leur dissidence.
- Nationalisation du patrimoine immobilier urbain appartenant aux capitalistes ; attribution collective du logement pour répondre aux besoins des masses prolétariennes ; amélioration collective de la salubrité et de la qualité du logement ; utilisation sécuritaire et gratuite des réseaux domestiques (électricité, gaz, aqueducs) ; mise à la disposition de l'espace et du patrimoine immobilier pour les activités sociales et communautaires.
- Organisation générale des masses et prise en charge directe par leurs organisations des tâches de gestion d'un nombre croissant d'aspects de la vie : économie, culture, santé, éducation, administration de la justice, ordre public, défense du territoire, lutte contre la contre-révolution, organisation des milices prolétariennes, etc.
- Généralisation des congés parentaux et des congés payés pour le soin des enfants ; protection physique et morale des femmes enceintes pendant toute la durée de la grossesse et la période qui suit l'accouchement ; droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits ; mise en place de garderies gratuites dans toutes les entreprises et les quartiers.
- Reconnaissance et éducation quant au fait que le soin et l'éducation des enfants sont la responsabilité de toute la collectivité et qu'ils concernent donc également les unités de travail, l'administration publique et les organisations de masse ; mise en place de mesures qui aideront les jeunes à rompre leur dépendance par rapport à leur famille immédiate et qui favoriseront leur plein épanouissement ainsi que leur sécurité affective ; participation des jeunes au travail productif, dans la mesure de leurs capacités, afin de les aider à acquérir l'expérience, la connaissance et les relations sociales qui leur permettront de s'émanciper.
- Mobilisation de masse pour lutter contre l'exploitation et la violence faites aux femmes et aux enfants et contre la soumission des femmes envers les hommes ; lancement de campagnes politiques fréquentes et généralisées contre les valeurs sexistes traditionnelles et pour valoriser la participation des femmes à tous les aspects de la vie sociale ; neutralisation des éléments réactionnaires qui agissent à l'encontre de la pleine émancipation des femmes ; rééducation et punition des violeurs, des incestueux, des pédophiles, des exploiters sexuels et des récidivistes.
- Abolition et interdiction de toute forme de discrimination raciale : au travail, dans le logement, dans l'accès aux services publics, etc. ; octroi de droits égaux à tousTES les travailleursSES ; dissolution des organisations racistes et suprémacistes ; valorisation des échanges culturels entre

prolétaires de différentes nationalités ; ouverture des frontières aux travailleurs et travailleuses venuEs de l'étranger.

- Lutte conséquente contre l'homophobie et contre toute forme de discrimination à l'endroit des gais et lesbiennes et des autres minorités sexuelles.
- Reconnaissance du droit pour tous et toutes à la santé et aux services sociaux ; accès gratuit aux hôpitaux, aux centres de santé et aux soins reconnus ; instruction sanitaire universelle et développement de la lutte contre la propriété privée de la médecine.
- Nomination d'inspecteurs et inspectrices du travail éluEs et révocables ayant l'autorité d'intervenir et de prendre toute mesure nécessaire à la protection de l'hygiène, de la sécurité du travail et de l'environnement.
- Création de bureaux de placement chargés de distribuer la main-d'œuvre de manière rationnelle ; développement de la formation professionnelle dans l'optique de réduire les divisions entre travail manuel et travail intellectuel, entre direction et exécution ; généralisation d'échanges d'expériences inter-entreprises.
- Répartition équilibrée du développement industriel sur l'ensemble du territoire pour combattre la tendance du capitalisme à la création de mégapoles ; protection du patrimoine naturel ; développement de rapports politiques et économiques égalitaires entre villes et campagnes.
- Reconnaissance du droit à une vie digne aux personnes âgées, incluant la possibilité de mettre leur expérience au service de la révolution et de la société en général, notamment auprès des jeunes générations.
- Séparation totale et complète de l'Église et de l'État ; liberté de pratiquer une religion, et propagation par l'État révolutionnaire de la science et de l'athéisme.
- Disponibilité et liberté d'accès aux services publics, incluant le téléphone, la poste, la radio, l'Internet, les transports publics (y compris les transports interurbains), les musées, etc.
- Développement du contrôle collectif sur l'environnement et les ressources ; préservation et protection de tout ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins collectifs et à l'avancement vers une société sans classes et la réalisation du communisme sur toute la planète.
- Mise en place de banques d'outils et de biens collectifs pouvant être utilisés de façon communautaire.

### **Mesures d'ordre culturel :**

- Instruction générale polytechnique et scientifique gratuite, obligatoire et de base pour touTEs les jeunes ; développement d'un lien étroit entre l'éducation et le travail productif ; démantèlement des universités bourgeoises qui seront transformées en centres de recherche et de développement au service de la révolution, dont l'accès sera gratuit et se fera sur la base de l'origine de classe et de la disposition à servir le peuple et la révolution ; obligation pour les étudiantEs de niveau supérieur de participer au travail productif ; ouverture des écoles aux jeunes en provenance des pays opprimés par l'impérialisme et aux représentantEs des mouvements de libération ; direction des écoles par les conseils révolutionnaires, qui nomment les administrateurs et administratrices et qui peuvent les révoquer.
- Développement d'une vie culturelle complète et variée qui aide les masses populaires et prolétariennes à comprendre leurs problèmes et le monde dans lequel elles vivent, à trouver des solutions appropriées et à aller de l'avant dans la lutte pour le transformer ; établissement d'un climat qui permette la liberté d'expression et la lutte contre les idées réactionnaires et pour la consolidation du pouvoir prolétarien : « *que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent* » ; libre accès à la presse, à la radio, à la télé, aux réseaux informatiques, aux locaux et à tous les moyens nécessaires au développement de la démocratie ouvrière.
- Valorisation du travail intellectuel au service des masses et de la révolution ; utilisation des connaissances et du patrimoine scientifiques pour améliorer les conditions matérielles, morales et culturelles de chacunE ; abolition de la propriété intellectuelle, des brevets, des droits d'auteur et de la propriété artistique.



# 10 La voie de la révolution au Canada : la guerre populaire prolongée

Il est clair qu'au Canada, le capitalisme a fait son temps et que la bourgeoisie a depuis longtemps déjà cessé de jouer un rôle positif quelconque dans l'avancement et le progrès de la société. La bourgeoisie canadienne est certes une classe puissante – on l'a vu –, mais c'est surtout une classe profondément réactionnaire et parasitaire, qui ne doit sa position dominante qu'à l'ampleur des moyens dont elle dispose et qu'elle réussit à mettre en œuvre pour mater le prolétariat.

L'étape actuelle de la révolution au Canada est donc celle du passage au socialisme, de l'établissement de la dictature du prolétariat. Il ne saurait être question d'une étape intermédiaire, démocratique ou anti-impérialiste, qui justifierait de retarder plus avant la lutte pour le socialisme.

L'objectif du mouvement prolétarien est bien de démolir l'État bourgeois et toutes ses institutions, de liquider la propriété privée de la grande bourgeoisie, puis d'organiser la société de sorte à ce que le prolétariat et les larges masses populaires puissent enfin la diriger et aller de l'avant vers le communisme.

Une telle perspective exclut d'emblée, c'est évident, toute possibilité de transition pacifique. Elle pose nécessairement la question de l'utilisation de la violence, et de la préparation de la lutte révolutionnaire qui renversera la bourgeoisie.

Présentement, celle-ci, qui est une classe minoritaire, impose sa domination sur l'ensemble de la société (et principalement sur le prolétariat) essentiellement par la violence. Cela ne semble peut-être pas toujours évident dans la mesure où elle se cache la plupart du temps derrière l'apparence de la « démocratie ». Mais ceci ne lui est possible que parce qu'il n'y a pas vraiment d'opposition qui la menace sérieusement. Il suffit toutefois d'un seul événement, même isolé (comme par exemple le soulèvement de la nation mohawk à Kanehsatake

en 1990), pour que rapidement, le pouvoir bourgeois révèle sa vraie nature.

C'est essentiellement au moyen de l'État – cet appareil politique, idéologique, bureaucratique, judiciaire, mais surtout policier et militaire – que la bourgeoisie maintient sa domination. Pour la renverser, le prolétariat se heurtera inévitablement à cet appareil, qu'il devra affronter et détruire. Le prolétariat devra combattre la violence réactionnaire

En mettant de l'avant la possibilité qu'on en arrive au socialisme par la simple et unique addition de réformes et par l'« amélioration graduelle », voire le « dépassement » du système capitaliste, les réformistes ne font que répandre des illusions. Surtout, ils ne font que préparer une porte de sortie à la bourgeoisie lorsque la contestation sociale lui sera devenue insoutenable.

Quant aux révisionnistes, tels ceux du vieux Parti communiste canadien, qui pensent pouvoir arracher le pouvoir à la bourgeoisie et construire le pouvoir prolétarien en se servant de ses propres institutions (comme par exemple, en faisant élire un ou deux députés « communistes » qui s'allieront avec quelques « socialistes » et des « libéraux éclairés » pour former une « majorité progressiste » au Parlement), la vie, encore là, s'est chargée de leur répondre.



par la violence révolutionnaire. Celle-ci sera non seulement nécessaire pour faire face à la répression exercée par la bourgeoisie ; elle le sera aussi pour détruire tout le vieil appareil d'État et pour établir et défendre le nouvel État de dictature du prolétariat.

L'expérience historique a confirmé trop de fois déjà que le « passage pacifique au socialisme », si cher aux révisionnistes, n'est qu'une douloureuse et sanglante illusion, qui ne prépare rien d'autre que des défaites. Jamais la bourgeoisie monopoliste n'acceptera de céder le pouvoir volontairement et pacifiquement !

Les prolétaires canadiens rejettent en effet de plus en plus massivement le système parlementaire, qu'elles et ils tiennent pour ce qu'il est, à savoir un cirque monumental auquel on ne nous permet de participer que dans la mesure où il s'agit de maintenir l'apparence de la démocratie sans rien changer au fond des choses. De fait, le système parlementaire et les élections ne sont pour nous rien d'autre qu'un moyen de choisir lesquels, parmi les exploités, auront le droit de parler en notre nom pour mieux nous écraser.

Nous, communistes révolutionnaires, disons : **Boycottons les élections ! À bas le parlementarisme bourgeois !** Nous ne cherchons pas à améliorer les conditions de notre exploitation, mais bien plutôt à y mettre fin le plus rapidement possible, de même qu'à toute forme d'oppression. Nous voulons détruire le pouvoir d'État de la bourgeoisie, et non l'améliorer ou le rendre plus efficace, et conquérir nous-mêmes le pouvoir politique – *tout le pouvoir aux mains du prolétariat !* Voilà pourquoi nous devons mener la lutte révolutionnaire et nous préparer à l'affrontement direct avec la bourgeoisie.

La première chose à faire pour en arriver là, c'est d'abord de briser le carcan que nous impose la bourgeoisie et de rompre avec la vieille stratégie de tout temps défendue par la « gauche » officielle qui cherche à maintenir et à encadrer le mouvement prolétarien à l'intérieur des limites autorisées par l'État. Qu'il s'agisse du mouvement syndical (pris dans son ensemble), du mouvement populaire, du réseau des organisations dites « non-gouvernementales », des organisations caritatives qui prétendent venir en aide aux démunis, des partis politiques réformistes, et même de ceux qui se disent parfois « révolutionnaires » (le PCC, le PCCML, les trotskistes...)

mais qui refusent par principe de sortir des sentiers tracés par la bourgeoisie : tous situent leur action dans le cadre fixé par le système capitaliste actuel et refusent d'en sortir et ce, indépendamment de leurs intentions réelles.

Au mode d'action privilégié par la gauche officielle, qui s'en tient strictement à la légalité et qui se soumet de facto à l'encadrement de la bourgeoisie, nous opposons et proposons d'organiser le **boycott de l'État** : de ses institutions, de tous ces « conseils d'administration » et organismes de gestion par lesquels on veut nous faire participer à la détermination des conditions de notre exploitation ; de toutes les instances de concertation qui se multiplient sans cesse et qui n'ont comme objectif que de nous amener à faire nôtres les politiques de la classe dominante ; de ses lois ; de ses partis politiques ; et bien sûr, de son système parlementaire.

Pour être réel, un tel boycott doit être actif. Il doit viser à séparer concrètement et à affirmer les classes, dont l'existence est aujourd'hui confondue dans le grand magma qu'on appelle « société civile ». En isolant politiquement et socialement le régime bourgeois, le boycott de l'État contribuera à démarquer de plus en plus clairement les deux camps qui s'affrontent – celui de la révolution et celui de la réaction.

Parler de socialisme et de révolution au Canada, cela implique nécessairement, on l'a vu, parler de violence, et donc de lutte armée entre les deux grandes classes qui vont s'affronter. Surtout, cela doit nous amener à envisager et à préparer le plus sérieusement possible cet affrontement inévitable.



Historiquement, la majorité des courants révolutionnaires qui ont agi dans les pays impérialistes, y compris au Canada (ceux, du moins, qui reconnaissent au moins en principe la nécessité de la lutte armée), ont généralement considéré que la lutte révolutionnaire y suivrait deux phases, absolument distinctes l'une de l'autre : d'abord, une longue lutte légale puis, ensuite, une phase insurrectionnelle, suivie par une période plus ou moins longue de guerre civile se terminant par le renversement de la bourgeoisie.

En ne soutenant dans les faits jamais autre chose que le travail légal, « long et patient » (comme le veut la formule), les communistes dans les pays impérialistes ont trop souvent contribué, d'une part à maintenir et encadrer le mouvement prolétarien à l'intérieur de la discipline imposée par la démocratie bourgeoise ; d'autre part à s'empêcher eux-mêmes de préparer la

révolution. Cette conception, dont le moindre défaut n'est pas qu'elle contribue à répandre elle aussi de coûteuses illusions parmi les masses, prépare tout, en fait, sauf la révolution, voire l'insurrection elle-même. Tel est le bilan réel du mouvement communiste dans les pays impérialistes : en dissociant rigoureusement les deux phases (travail légal vs insurrection), l'ensemble du mouvement, sans exception ou presque, en est venu à abandonner dans les faits la préparation de la deuxième.

Pourtant, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle avec le développement de l'impérialisme, Lénine avait déjà vu et analysé les dangers du légalisme et il avait tenté d'amener les communistes qui agissaient dans les grandes métropoles à rompre avec cette conception :

*« L'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. [...] Le pur légalisme, le légalisme sans plus des partis "européens" a fait son temps et est devenu de par le développement du capitalisme du stade préimpérialiste, le fondement de la politique*

*ouvrière bourgeoise. » (La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale)*

La révolution socialiste, ce n'est pas seulement l'acte de la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est d'abord la lutte pour renverser la bourgeoisie, suivie de son renversement effectif, puis de la construction d'une société nouvelle – chacune de ces étapes préparant la suivante. Il s'agit donc d'un processus historique, « long et prolongé », dont la violence constitue non seulement un moment précis et rigoureusement défini dans le temps, mais une donnée incontournable et permanente.

Il est possible, voire probable, qu'à terme, la prise du pouvoir par le prolétariat suive effectivement une phase insurrectionnelle ; qu'à un certain moment, le capitalisme ait atteint un tel niveau de crise que la bourgeoisie sera incapable de gouverner, et qu'alors les masses se soulèveront avec la volonté claire de la renverser et de lui

arracher le pouvoir. Mais même dans ces circonstances, comment pourrait-on croire que dans un pays impérialiste comme le Canada, qui dispose d'un appareil d'État moderne doté de fonctions de surveillance et d'une capacité de répression inégalées, voisin par surcroît de l'impérialisme le plus puissant de la planète, il soit possible d'accumuler nos forces sans que l'ennemi s'en aperçoive, mine de rien, et qu'on pourra donc le « prendre par surprise » et le faire tomber, le moment venu, sans qu'il y ait eu au préalable une préparation suffisante et adéquate de la part du prolétariat révolutionnaire ?

Et se préparer à un tel affrontement, ce n'est pas seulement y penser une fois de temps en temps, entre deux grèves ou deux campagnes électorales, ni simplement écrire sur papier, à la fin d'un article quelconque, qu'il faudra bien, « un jour », utiliser la violence quand la bourgeoisie s'attaquera à nous. Se préparer à la révolution, c'est aussi et surtout une tâche concrète, une lutte idéologique et politique immédiate. Comme l'ont écrit les camarades des Cellules communistes combattantes de Belgique dans un texte-bilan produit en 1994, « *le rôle des communistes n'est pas d'entretenir le fonctionnement démocratique bourgeois, il est d'apporter la preuve de viabilité de la voie révolutionnaire, et cela jusqu'au niveau militaire où ils doivent démontrer la possibilité d'affronter victorieusement (même à une échelle réduite), les armes à la main, la bourgeoisie et ses forces de défense* ». (*La Flèche et la Cible*)

Pour combattre la bourgeoisie avec succès, il faut avoir appris à combattre. Et apprendre, c'est aussi une activité pratique, qui se développe quand on en fait l'expérience. Par préparation, nous n'entendons pas seulement celle d'une petite ou même d'une grande armée professionnelle (certes nécessaire mais insuffisante en soi), mais surtout celle des masses elles-mêmes, qui seront les principales actrices du processus révolutionnaire.

Pour toutes ces raisons, nous croyons qu'au Canada, la lutte armée pour le socialisme et pour établir le pouvoir du prolétariat aura nécessairement un caractère étendu. **La voie de la révolution au Canada est celle de la guerre populaire prolongée.**

Les principes de la guerre populaire prolongée ont été systématisés et appliqués avec succès par Mao Zedong pendant la révolution chinoise. La ligne militaire qu'il a élaborée possède selon nous une valeur

universelle, i.e. qu'elle est applicable partout, dans tous les types de pays, tenant compte des conditions concrètes qui prévalent. Parmi ces principes, mentionnons :

- le rôle et la nécessité de la violence révolutionnaire pour transformer la société et révolutionnariser les rapports sociaux ;
- la participation des masses comme facteur décisif dans la guerre ;
- le principe de la construction de bases d'appui et de leur utilisation pour commencer les transformations sociales avant même la prise du pouvoir ;
- la construction d'une armée rouge et la direction du parti sur l'armée (à l'opposé des points de vue guévaristes), ce qui implique aussi que le travail militaire doit être lié à l'agitation et à la propagande menées par le parti ;
- « *cette vérité toute simple que chaque communiste doit s'assimiler et qui est que le pouvoir est au bout du fusil* ».

Ces principes s'appliquent de manière différente selon les conditions concrètes, les classes et les camps en présence. Dans les pays dominés par l'impérialisme, où la paysannerie reste encore le plus souvent la force principale de la révolution et où le cœur de la révolution se trouve donc dans les campagnes (comme ce fut le cas en Chine et comme ce l'est présentement au Pérou, en Inde et aux Philippines, pour donner quelques exemples), la guerre populaire prolongée emprunte la tactique d'encercllement des villes par les campagnes. Les révolutionnaires y construisent et établissent des bases d'appui, qui constituent déjà les embryons du nouveau pouvoir, du nouvel État en formation.

Au Canada, comme dans les autres pays impérialistes, la guerre populaire se déroulera surtout dans les grandes villes et les zones urbaines. C'est là où on développera et établira les premières formes du nouveau pouvoir, toujours en se basant sur l'appui et la participation des masses, autour d'un vaste réseau d'organisations clandestines dirigées par le parti.

La guerre populaire prolongée suivra différentes étapes. Au départ, l'activité légale occupera d'ailleurs sans doute une place plus importante que l'activité illégale. Mais celle-ci sera appelée à jouer un rôle de plus en plus important, jusqu'au jour où le prolétariat sera prêt à affronter massivement le pouvoir de la bourgeoisie.

De toutes manières, qu'il s'agisse de travail légal ou illégal, le principe qui guide l'action des communistes reste le même, à savoir celui de l'accumulation des forces – non pas en soi, mais dans la perspective de construire et renforcer le camp de la révolution, et éventuellement d'affaiblir plus directement celui de l'ennemi. Les deux aspects, combinés, ne doivent servir qu'un seul et unique objectif – celui de faire avancer la lutte révolutionnaire.

À l'étape actuelle, pour envisager sérieusement mener à bien la lutte révolutionnaire, nous devons sans plus tarder tendre et déployer toutes nos forces vers la construction des trois instruments qui seuls nous permettront de la réaliser : **un parti révolutionnaire, une armée révolutionnaire, et l'entraînement à l'action révolutionnaire des masses.**



# 11 Édifions et bâtissons le parti communiste révolutionnaire du prolétariat canadien !

« Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets. »

Mao Zedong, 1948

**B**âtir et édifier le nouveau Parti communiste révolutionnaire du prolétariat canadien : telle est la tâche numéro un à laquelle doivent œuvrer tous ceux et celles qui veulent en finir avec l'exploitation et l'oppression et qui veulent mettre fin au règne de la bourgeoisie canadienne.

Depuis que le vieux Parti communiste a sombré dans le révisionnisme et a abandonné la lutte pour le socialisme au début des années 1940, le prolétariat canadien a constamment souffert de l'absence de cet instrument indispensable à la lutte pour son émancipation. Il y eut certes quelques tentatives de reconstruire un tel parti, en particulier dans les années 1970 lorsque le mouvement marxiste-léniniste de l'époque a sérieusement entrepris cette tâche, mais celles-ci se sont avérées infructueuses. Si bien que depuis de trop nombreuses années déjà, le prolétariat canadien est politiquement organisé et dirigé par... la bourgeoisie, plus précisément par tous ces partis réformistes, tel le NPD, qui parlent en son nom, qui dirigent ses organisations et qui en toutes circonstances s'assurent que la lutte du prolétariat n'en vienne jamais à déborder le cadre que lui autorise la bourgeoisie.

Alors, le parti que nous construisons n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec tous ces vieux partis ouvriers embourgeoisés. Il n'a rien à voir non plus avec ceux qui se forment, plus ou moins régulièrement, tout simplement dans le but de faire comme eux et de les remplacer lorsqu'ils seront

devenus trop usés, trop discrédités pour être utiles. Le parti que nous construisons n'a également rien à voir avec toute la panoplie de « partis » et d'organisations qui se prétendent révolutionnaires, et même « communistes » ou « marxistes-léninistes » mais dont la perspective s'arrête à la prochaine farce électorale et/ou aux combines parlementaires.

Non, le parti que nous construisons est, comme son nom l'indique, un **parti communiste révolutionnaire**. C'est un parti d'**avant-garde**, qui regroupe les prolétaires les plus conscientes et conscients de leurs intérêts de classe et tous les révolutionnaires qui adhèrent à la cause du prolétariat.

Pourquoi parlons-nous d'un parti d'avant-garde et non pas d'un parti de toute la classe, comme le proposent les trotskistes ? Tout simplement parce que l'histoire le montre, le prolétariat ne peut accéder spontanément qu'à une conscience réformiste, ou syndicale (au mieux). Certes, le prolétariat existe et constitue une *classe en soi*, indépendamment d'ailleurs de la conscience que les femmes et les hommes qui en font partie en ont. Mais ses idées, sa compréhension, sa conscience, justement, restent nécessairement dominées par la vision bourgeoise du monde, si hégémonique dans notre société.

Spontanément, la conscience prolétarienne, même dans sa forme la plus radicale, ne va jamais plus loin que la révolte. Pour passer de la révolte à la révolution, il faut que la minorité de prolétaires qui ont déjà accédé à la conscience révolutionnaire, de par leur expérience mais surtout parce qu'ils et elles sont entrés en contact avec la théorie révolutionnaire, soit organisée.

On sait à quel point la bourgeoisie, elle, l'est (organisée), avec son appareil d'État, sa police, son armée, ses partis. Le prolétariat en général, l'est, lui aussi, mais c'est trop souvent la bourgeoisie qui l'organise. Un tel fait suffit à montrer l'importance de l'organisation pour le prolétariat révolu-

tionnaire. Et d'une organisation forte et solide, à la mesure des défis qui se posent et des objectifs qu'on se fixe.

Mais être bien organisés, ce n'est pas suffisant. Ce qu'il nous faut surtout, c'est une vision, une perspective claire qui nous indique à la fois qui nous sommes et vers où on doit aller ; une conception du monde qui reflète nos intérêts fondamentaux et qui nous permette de nous défaire du point de vue bourgeois dominant, qui organise nos vies et modèle jusqu'à notre façon de penser.

Cette idéologie, strictement prolétarienne, on la retrouve synthétisée dans ce que nous appelons aujourd'hui le **marxisme-léninisme-maoïsme**. Nous parlons bel et bien de marxisme-léninisme-maoïsme, et non pas seulement de marxisme ou de marxisme-léninisme, parce que nous croyons que les apports amenés par Mao à la science révolutionnaire du prolétariat ainsi que l'expérience de la révolution chinoise – et en particulier la Grande révolution culturelle prolétarienne – sont aujourd'hui incontournables pour démarquer la ligne révolutionnaire du révisionnisme et du réformisme. Le marxisme-léninisme-maoïsme, c'est donc l'idéologie qui fonde l'existence de notre parti.

Mais si le PCR se démarque des partis ouvriers bourgeois par son idéologie et sa ligne politique, il le fait aussi par son style et son mode d'organisation. Notre parti n'a d'autre raison d'exister que celle de développer la lutte révolutionnaire pour le socialisme et le communisme. Il doit rejoindre les masses prolétariennes de sorte à les amener à agir collectivement comme classe révolutionnaire. Il assume donc à la fois des fonctions d'**éducation** et d'**organisation**.

L'éducation, le parti la réalise principalement au moyen de l'agitation et de la propagande communistes, par la publication de journaux et de revues, la diffusion de tracts, l'intervention parmi les larges masses, l'organisation de cercles d'étude et de groupes de discussion, etc. L'agitation et la propagande visent non seulement à combattre l'idéologie et les points de vue bourgeois, à montrer en quoi le capitalisme est la source de tous les maux qui affligent les masses et comment le socialisme représente la seule possibilité d'une émancipation réelle pour le prolétariat : elles visent surtout à propager la nécessité et la possibilité de l'action révolutionnaire, d'une politique prolétarienne séparée, totalement distincte de celle de la bourgeoisie.

C'est ainsi, et seulement ainsi – par l'agitation, la propagande et l'éducation – que le parti en arrivera à orienter et à diriger le mouvement des masses. Mais cela implique aussi un constant travail d'organisation – en particulier, le ralliement progressif et systématique des éléments les plus avancés au sein du prolétariat.

Ce sont les objectifs poursuivis par le parti qui déterminent son mode d'organisation. Ne serait-ce que parce qu'il rejette la voie parlementaire et exclut d'emblée toute participation électorale, le parti ne cherche aucunement à obtenir une quelconque reconnaissance légale de la part de la bourgeoisie et de son État. Il profite certes de toutes les possibilités qui existent pour déployer ses activités d'agitation et de propagande le plus largement possible parmi

faisant offrir une comme c'est le cas avec les partis bourgeois. Pour en être membre, il faut d'abord y militer, i.e. faire partie d'une organisation de base du parti (une cellule) ; participer à la discussion et à la vie interne de l'organisation ; contribuer à son financement et aider aussi à réaliser ses tâches.

Le principe organisationnel fondamental du parti, qui correspond aux exigences du combat qu'il mène, c'est le **centralisme démocratique**, i.e. le débat le plus large possible pour déterminer la ligne stratégique et tactique de l'organisation, puis l'unité la plus complète pour l'appliquer.

À l'intérieur des rangs du parti, la lutte de lignes est non seulement permise (de toutes façons, elle y existe objectivement), elle est souhaitée et même encouragée. Les

décision prise, tous et toutes s'engagent à la mettre en pratique, y compris ceux et celles qui auront choisi de réserver leur opinion et de poursuivre le débat à l'intérieur de l'organisation. Il faut aussi savoir évaluer la nature des contradictions qui se développent au sein du parti, afin de déterminer si elles sont antagoniques ou pas.

Alors, des trois instruments dont le prolétariat a besoin pour mener la lutte révolutionnaire, le parti est certes le plus important. Sans la direction d'un parti fondé sur le marxisme-léninisme-maoïsme, une armée révolutionnaire ne peut faire autrement que de sombrer dans l'aventurisme et le révisionnisme armé. Et le mouvement des masses n'arrivera jamais, à lui seul, à passer du stade de la révolte juste et légitime à celui de la révolution.

Est-ce à dire que la construction des trois instruments doit nécessairement s'étendre sur autant d'étapes distinctes et successives (i.e. d'abord le parti, puis ensuite l'armée et finalement, l'action révolutionnaire des masses) ? Absolument pas. L'action révolutionnaire des masses (dirigée par le noyau d'avant-garde, même si on en est encore à la première étape de la construction du parti) et la construction de l'appareil militaire peuvent et doivent aider à renforcer l'instrument politique – le parti –, notamment à y ramener les éléments les plus avancés.

Affirmer le caractère central du parti et de sa construction, c'est surtout faire en sorte d'éviter qu'on en vienne à le perdre de vue, et que le travail consacré aux deux autres fronts ne prenne toute la place, ce qui serait pure perte. Tout ce qu'on fait, les positions qu'on défend, les actions qu'on mène et celles qu'on initie, doit concourir à l'objectif de la construction et du renforcement du parti.



les masses, sans en négliger une seule. Mais en même temps, comme parti prolétarien distinct et séparé de la bourgeoisie et de ses institutions (qu'il vise de fait à renverser et à détruire), le Parti communiste révolutionnaire s'organise dans la clandestinité, se soustrayant à toute forme de contrôle de la part de l'État, préservant en tout temps son autonomie, sa capacité d'action et la sécurité de ses militantes et militants.

Le parti communiste est l'organisation qui regroupe les éléments d'avant-garde, celles et ceux que nous appelons les prolétaires révolutionnaires. C'est un instrument de combat, l'état-major de la révolution. On n'y adhère donc pas simplement en achetant une carte de membre, ou en s'en

communistes savent bien que les idées justes ne tombent pas du ciel et ne sont pas innées. Elles se développent et se renforcent dans la lutte contre celles qui sont erronées.

Parfois, la ligne juste – celle qui correspond aux intérêts fondamentaux du prolétariat – peut n'être portée que par une minorité, en particulier au niveau de certaines instances plus spécifiques. Ce fut d'ailleurs le cas en Chine, avant que Mao ne déclenche la Révolution culturelle. Il faut donc que cette minorité ait la possibilité de s'exprimer, d'aller à contre-courant, de combattre la ligne bourgeoise et de ramener l'organisation sur la voie de la révolution. L'important est qu'une fois la

# 12 Une armée rouge, pour affronter et vaincre l'ennemi

« Sans armée populaire, le peuple n'a rien. »

Mao Zedong, 1945

Le deuxième instrument dont le prolétariat a besoin pour mener la lutte contre la bourgeoisie, c'est d'une armée révolutionnaire – une armée rouge – qui sera capable non seulement d'affronter la violence réactionnaire que la bourgeoisie ne manquera pas de déchaîner contre nous, mais aussi d'imposer les transformations sociales, politiques et économiques aux forces qui s'y opposeront.

Une armée révolutionnaire, cela n'a rien d'un groupe d'aventuristes mus par des objectifs personnels différents de ceux de la révolution. Il s'agit essentiellement d'un corps agissant, distinct du parti mais qui se place néanmoins sous sa direction et qui prend en charge la réalisation des tâches militaires que ce dernier fixe et détermine. Les militantes et militants du parti peuvent combattre au sein de l'armée, mais tous les combattants et toutes les combattantes ne sont pas nécessairement membres du parti.

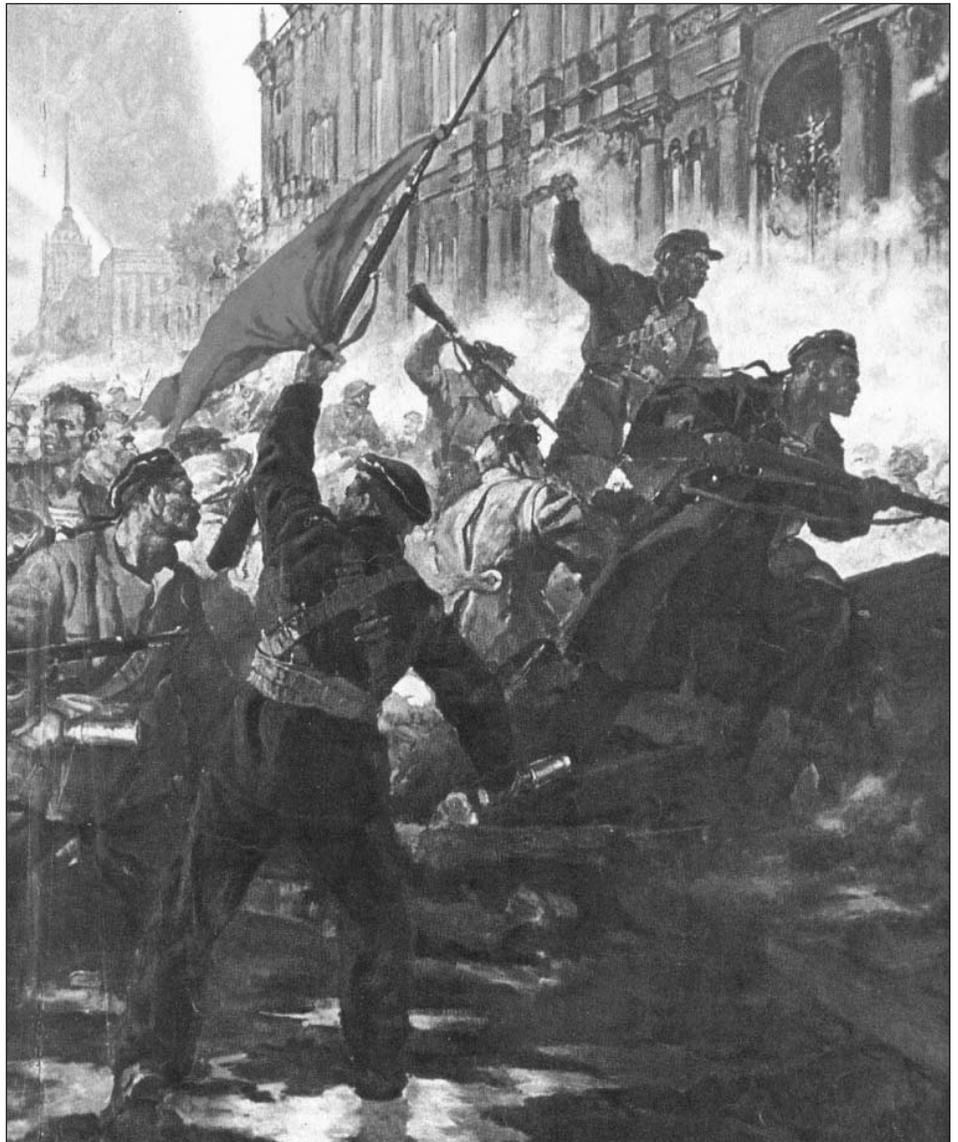
Selon le moment, et suivant les différentes étapes que connaîtra le développement du mouvement révolutionnaire au Canada, l'armée révolutionnaire sera appelée à réaliser des tâches nombreuses et variées. Mais quelles qu'elles soient, toutes concourront à renforcer le camp de la révolution et/ou à affaiblir le camp ennemi.

Même si elle se place sous la direction du parti, l'armée révolutionnaire possède néanmoins une existence propre. Elle porte en outre la responsabilité d'assurer son propre développement, sur la base du principe d'autosuffisance, autant en termes d'effectifs qu'au niveau logistique. À toutes les étapes de la lutte révolutionnaire, dès les tout débuts jusqu'à l'affrontement décisif, l'armée révolutionnaire se prépare à affronter la bourgeoisie et ses institutions. Elle travaille constamment à développer sa capacité de combat : par l'enquête, afin de mieux connaître l'ennemi ; par l'accumulation de forces ; par la pratique, également, qui reste encore et toujours la meilleure façon d'apprendre.

À la première étape, le travail et les actions menées par l'armée visent surtout à soutenir le travail du parti. Ils peuvent aussi secondairement viser à affaiblir directement l'ennemi, mais ce n'est pas là l'essentiel. L'armée agit pour « protéger » le parti, d'une certaine façon, et pour défendre sa capacité d'action. Elle lie son travail et ses actions aux grandes campagnes politiques menées par le parti, qu'elle contribue notamment à renforcer par des actions de **propagande armée** soigneusement ciblées et relayées par l'agitation et la propagande menées par le parti.

Tout en protégeant son caractère lui aussi clandestin, l'armée révolutionnaire doit trouver la manière de se lier aux masses – encore là, dès le début de son activité. Elle pourra et devra apporter son appui au mouvement des masses qui se développe à l'initiative et éventuellement sous la direction du parti, en-dehors de la discipline imposée par l'État bourgeois. C'est seulement ainsi qu'elle en arrivera à être reconnue par les masses et qu'elle pourra se « fondre » avec elles et compter sur leur soutien.

Bien que limitées, les actions entreprises par l'armée révolutionnaire contribueront à faire la preuve devant les masses qu'il est possible d'affronter la bourgeoisie et de lui porter des coups. Elles montreront qu'il existe des forces bien organisées et résolues à passer à l'action, montrant ainsi la voie à suivre.



# 13 Transformer la colère des masses en force pour la révolution

« Savoir faire passer la politique du Parti dans l'action des masses, savoir amener non seulement les cadres dirigeants mais aussi les larges masses à comprendre et à bien mener chacun de nos mouvements et chacune de nos luttes, cela relève de l'art de diriger marxiste-léniniste. C'est aussi ce qui permet de déterminer si nous commettons ou non des erreurs dans notre travail. »

Mao Zedong, 1948

Si la direction et l'organisation de la minorité d'avant-garde – i.e. celle du parti – sont une condition impérative au développement et au triomphe de la lutte révolutionnaire, ceux-ci ne sauraient se produire sans la participation des plus larges masses. Ce sont elles, en définitive, qui font l'histoire. La révolution socialiste qui saura mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie et jeter les bases à l'instauration du communisme, ne pourra jamais se produire si elle ne repose que sur la volonté d'un petit groupe d'individus, fussent-ils les mieux intentionnés et les plus dévoués.

Le parti dirige, oriente et propose, mais ce sont les masses qui peuvent transformer sa ligne politique en une force matérielle. Ce sont elles, et elles seules, qui peuvent transformer réellement les rapports sociaux, i.e. faire en sorte que la révolution existe ailleurs que sur papier, qu'elle soit bien vivante et surtout qu'elle le reste. Ce sont elles qui, en Russie, ont permis le triomphe de la révolution. Ce sont elles qui, en Chine, ont réussi à contrer les espoirs des nouveaux bourgeois et à retarder la restauration du capitalisme. Ce sont également elles qui, au Vietnam, ont réussi à infliger une spectaculaire défaite aux impérialistes yankee, même si ceux-ci disposaient des armes les plus sophistiquées.

Présentement au Canada, les masses prolétariennes, qui constituent la grande majorité de la population, résistent autant que possible à l'exploitation dont elles sont victimes, sans avoir nécessairement la conscience qui leur permettrait d'inscrire leur combat dans le cadre d'une stratégie véritablement révolutionnaire et de porter des coups solides à la bourgeoisie. De plus, elles sont majoritairement organisées (quand elles le sont) par tout un réseau d'organismes et d'instances qui sont pour la plupart, à un degré ou à un autre, intégrés à l'appareil d'État. Trop souvent, ces organisations contribuent soit à étouffer leur com-



bat, soit à le détourner de la cible, empêchant ainsi le développement de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie et son État.

Le Parti communiste révolutionnaire cherche en toutes circonstances à se lier aux masses. Il utilise les méthodes d'enquête, non seulement pour mieux connaître leur situation, mais aussi pour bien cerner leur état d'esprit. Il recueille les idées des masses et retient et systématise celles qui sont les plus justes. Il s'adresse à elles systématiquement, déployant ses activités d'agitation et de propagande auprès du plus grand nombre. Il s'appuie sur elles pour mener à bien ses tâches et ses activités.

## Lutter autour de revendications justes

La III<sup>e</sup> Internationale indiquait aux communistes que « toute l'agitation et la propagande, toute l'action du parti communiste doivent être pénétrés de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'État capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière [...] mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. » (Troisième congrès de l'Internationale communiste, *Thèse sur la tactique*)

La politique développée subséquentement par l'Internationale communiste a démontré que dans l'activité quotidienne, il faut prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui dans leur ensemble, pourront constituer le courant puissant de la révolution socialiste. Contrairement aux réformistes et aux pacifistes petits-bourgeois, les communistes ne mettent de l'avant pour ce combat aucun « programme minimum » qui tendrait à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. « La ruine de cet édifice reste le but directeur, leur tâche actuelle. » Mais pour remplir cette tâche, les communistes mettent de l'avant des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour le prolétariat, « sans s'inquiéter

de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste » (ibid.). Ce qui importe, c'est que ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes.

En même temps, nous ne devons jamais oublier le double caractère de tout gain arraché à la bourgeoisie. Nous devons être conscients que ces gains sont à la fois des victoires partielles pour le prolétariat, arrachées à l'ennemi de classe, mais qu'elles sont aussi, jusqu'à un certain point, une façon pour celui-ci de préserver la paix sociale nécessaire à la poursuite de l'exploitation. La bourgeoisie utilise, justement,

les revendications de certains secteurs pour diviser le prolétariat. Les communistes, au contraire, participent aux luttes immédiates pour unir l'ensemble du prolétariat contre la bourgeoisie. Cela n'est possible que si on ne perd jamais de vue l'objectif final : la prise du pouvoir et la marche vers le communisme.

Tout en participant activement aux luttes immédiates du prolétariat, le Parti communiste révolutionnaire doit savoir les lier à la lutte générale et à plus long terme. Il doit éduquer les masses dans l'esprit révolutionnaire du marxisme-léninisme-maoïsme, élever sans cesse leur conscience politique et assumer la tâche de diriger la révolution prolétarienne. Notre premier devoir n'est donc pas de courir d'une grève ou d'une action à la suivante, mais d'unir et de mobiliser le prolétariat et ses alliés parmi les masses populaires et les nations dominées contre notre ennemi principal – la bourgeoisie canadienne.

Cela signifie que les communistes doivent œuvrer prioritairement à la construction de l'organisation supérieure du prolétariat – le parti communiste révolutionnaire ; et à développer la stratégie et la tactique qui permettront de renforcer le camp de la révolution. Pour ce faire, il faut isoler la bourgeoisie, d'où l'importance du combat pour des revendications justes qui touchent le prolétariat dans sa totalité, et touchent aussi à d'autres couches sociales comme la petite-bourgeoisie ainsi que les nations opprimées du pays.

Le travail de masse mené par le parti vise à entraîner les masses à l'action révolutionnaire. Le parti ne vise pas à se substituer au mouvement des masses. Il n'invente pas des revendications différentes de celles que les masses savent elles-mêmes formuler lorsqu'elles expriment leurs besoins sans l'interférence des commis de l'État qui tentent de les (dés)organiser. Par contre, il ne se place pas non plus à la remorque du mouvement des masses. Il y intervient en systématisant et en défendant les points de vue et les revendications les plus justes, i.e. **celles qui contribuent à unifier le prolétariat autour des intérêts de ses secteurs les plus exploités, à**

**démasquer et isoler l'État bourgeois et à séparer clairement les deux grands camps en présence** – celui du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

**Entre autres, le Parti communiste révolutionnaire lutte pour :**

- La reconnaissance de l'égalité des nations et du droit à l'autodétermination, incluant le droit de sécession.
- L'abolition de l'armée canadienne et de la police et leur remplacement par l'armement général du peuple. Le rapatriement immédiat des forces armées canadiennes actuellement à l'étranger. L'expulsion de toutes les forces armées et de toutes les forces de répression étrangères du territoire canadien.
- L'abolition de la magistrature, son remplacement par un système de justice sous contrôle populaire. L'abrogation de tous les règlements juridiques anti-populaires.



- La libération de tous les prisonniers et toutes les prisonnières politiques anticapitalistes. Une réelle réinsertion dans la vie sociale des autres détenuEs qui appartiennent aux couches populaires.
- L'égalité totale et complète pour les femmes, en particulier pour les femmes du prolétariat et des couches populaires. L'accès à la vie économique, politique et culturelle sans aucune discrimination.
- La rupture de tous les traités internationaux qui favorisent l'impérialisme (ALÉNA, ZLÉA), le retrait immédiat de l'OTAN, de l'OMC et de toutes les organisations créées dans le but de favoriser l'agression et le saccage impérialistes.

- Les libertés politiques et civiles pour chaque membre du prolétariat et des masses populaires, incluant l'utilisation gratuite des moyens pratiques nécessaires à leur exercice (bâtiments, moyens de transport et de communication, d'information, etc.). Liberté de réunion, d'organisation, de propagande, de grève, d'accès à l'information et à l'instruction. Interdiction de toutes les formes d'oppression et de discrimination raciale, sexuelle et culturelle. Respect des propriétés individuelles et collectives des prolétaires et des masses populaires. Inviolabilité de la personne et du domicile.
- La réalisation du droit pour chaque adulte d'exercer un travail socialement reconnu. Le droit de chaque personne de disposer de conditions de vie dignes et d'avoir une vie sociale conséquente. Sécurité sociale, assurance sociale et

école gratuites pour tous et toutes. L'octroi aux familles pauvres d'un logement décent, de la nourriture, des vêtements aux frais de l'État. L'abolition des dettes contractées par le prolétariat pauvre et les masses populaires.

- La réduction du temps de travail, l'amélioration générale des conditions de travail.
- L'utilisation gratuite de tous les services et des réseaux publics : énergie électrique, téléphone, eau, gaz, courrier, transports, chemins de fer, routes, etc.
- L'égalité absolue de tous

les droits politiques et civils pour tous les travailleurs et toutes les travailleuses immigréEs.

### **Direction idéologique et action révolutionnaire**

Entraîner les masses à l'action révolutionnaire, c'est aussi en quelque sorte viser à en conquérir la direction. Mais il s'agit d'abord et avant tout d'une direction politique et idéologique, et non pas uniquement d'une direction organisationnelle.

Trop souvent, les communistes au Canada se sont limités à vouloir prendre la tête des organisations de masse déjà existantes, notamment des syndicats, sans s'assurer que cela correspondait à une

influence réelle à la base, et parfois sans même se questionner sur la valeur réelle et le rôle joué par telle ou telle organisation dans la lutte de classe.

Le rôle du parti est plutôt d'aider les masses prolétariennes à diriger elles-mêmes leur propre mouvement, leurs propres organisations, de sorte à ce qu'elles soient éventuellement en mesure de diriger la société tout entière. Dans le cas où telles organisations ne sont pas entièrement inféodées à l'État, cela pourra impliquer de mener certaines luttes pour les démocratiser, pour écarter la ligne bourgeoise, faire triompher la ligne prolétarienne et éventuellement les conquérir. Dans le cas où au contraire elles le sont (inféodées à l'État), le parti aidera les masses à s'en débarrasser et à les détruire.

Systématiquement, le parti encouragera les masses à se doter d'organisations authentiquement prolétariennes, entièrement autonomes de l'État et des multiples réseaux qu'il organise et contrôle. Ces nouvelles organisations, qu'il générera lui-même au besoin – notamment celles qu'il créera pour regrouper et organiser les femmes et les jeunes –, se retrouveront d'emblée au cœur même de la lutte pour la révolution prolétarienne. Parce qu'elles seront de nature fondamentalement différente des organisations de masse traditionnelles qui sont liées par mille et un fils à l'appareil d'État, ces nouvelles organisations emprunteront en outre de nouvelles formes, pas nécessairement usuelles au Canada. Le parti appellera à la mise en place de *Soviets*, i.e. de conseils révolutionnaires, grâce auxquels les masses pourront s'organiser et s'exprimer sur une stricte base de classe. L'ensemble de ces organisations s'inscriront dans la construction et le développement de tout un réseau, autour du parti et de l'armée révolutionnaire, qui sera appelé à constituer l'embryon du nouveau pouvoir.

C'est au nom de ces nouvelles organisations, authentiquement prolétariennes, avec lesquelles elles auront appris à se défendre, à se battre et surtout à se diriger elles-mêmes avec l'aide du parti, que les masses se soulèveront. Celles-ci seront prêtes à tout pour défendre ces organisations, ainsi que le vaste réseau tissé autour du parti, et elles le feront les armes à la main dès lors que la bourgeoisie, qui aura senti et compris la menace qu'elles représenteront, tentera de les saborder et les détruire.

## 14 En avant vers la révolution prolétarienne !

L'histoire du prolétariat canadien est encore bien jeune, encore plus que celle du prolétariat international qui n'a lui-même tiré que les premières salves dans la lutte qui l'oppose à la bourgeoisie et qui le conduira à édifier et à diriger la société nouvelle. Le prolétariat a déjà accompli beaucoup, mais il lui reste encore à réaliser l'essentiel – et d'abord et avant tout, à détruire le vieux mode de production capitaliste et à l'éradiquer pour de bon de la face du monde.

Cette lutte renaît actuellement, sur la base des nombreux acquis des luttes passées ; elle est donc plus forte maintenant qu'elle l'a jamais été. En prédisant que « *les 30 premières années du 21<sup>e</sup> siècle constitueront une période d'insurrections révolutionnaires* », la haute gomme de l'OTAN a avoué que le spectre de la révolution des classes exploitées, le spectre du communisme, hante encore les classes dirigeantes.

Au Canada, la tâche de faire renaître le projet communiste et d'en faire à nouveau et pour de bon une force réelle au service de l'émancipation de la majorité exploitée appartient aux prolétaires révolutionnaires, i.e. à tous ceux et toutes celles qui souffrent

de l'exploitation et de l'oppression que nous impose le capitalisme et qui veulent y mettre un terme.

En regroupant les éléments d'avant-garde prêts à se battre pour imposer un tel changement ; en formant des noyaux solides dans toutes les grandes villes du pays ; en construisant le parti communiste révolutionnaire dont nous avons besoin pour orienter et diriger notre combat ; en soutenant la création d'une armée rouge dans le feu même de la lutte contre la bourgeoisie canadienne ; en déployant l'activité communiste parmi les plus larges masses : nous apporterons une contribution inestimable à la reconstruction du mouvement communiste international et au renouveau des luttes révolutionnaires qui vont bientôt ébranler le vieux monde.

Comme le disait si bien le *Manifeste communiste* il y a 150 ans : « *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.* »

Alors, bourgeois de tous les pays, tremblez maintenant ! Votre « victoire » aura été de courte durée. Car l'avenir appartient au prolétariat en lutte

**Vive le Parti communiste révolutionnaire !  
En avant vers la révolution prolétarienne !**



## Résolution adoptée au premier Congrès révolutionnaire canadien

Le capitalisme et les classes sociales qu'il enrichit de manière éhontée condamnent une large majorité de l'humanité à subir l'exploitation et l'oppression. Nous traversons l'existence en étant de plus en plus massivement dépossédés de la maîtrise des conditions qui président à la production des richesses, aux échanges, à la consommation, à l'éducation, à la culture, et de façon générale au développement des sociétés.

Les inégalités sont criantes. Les rapports sociaux du capitalisme n'ont rien perdu de leur violence initiale. La misère des prolétaires pauvres, les brisures du chômage, la répression et les contraintes contre les classes laborieuses, tout autant que le néo-colonialisme, les occupations militaires et les guerres impérialistes confirment et perpétuent ce régime de violentes injustices qui est indissociable du capitalisme lui-même.

Une période de crises majeures s'amorce. Au Canada – comme ailleurs – la bourgeoisie et ses gouvernements se positionnent : collecte de la plus-value à l'échelle mondiale, concentration des capitaux, élimination de forces productives et sacrifice de groupes entiers d'ouvriers et d'ouvrières, réduction des politiques sociales, réarmement, mesures policières contre les masses pauvres, etc.

Plus que jamais, le sort des travailleurs et des travailleuses est entre leurs mains. Mais ces mains, gantées de blanc, laissent désespérément tout échapper. Il faut se ressaisir. Nous devons sans tarder unir et organiser les forces du prolétariat révolutionnaire au sein d'un parti capable de mener le combat pour la défense des intérêts du prolétariat et pour le socialisme.

Sans un parti communiste qui donne une forme vivante à l'unité, à la cohésion des luttes, à la compréhension scientifique de la réalité, à l'intelligence pratique, au courage, à la volonté et aux sacrifices consentis par les prolétaires, la bourgeoisie va continuer à frapper

de manière incessante un opposant morcelé, défait, laissé sans plan pour agir et sans moyen pour combattre.

La création d'un parti révolutionnaire et son développement sont partout un affront fait à la démocratie bourgeoise, empêtrée qu'elle est dans les contradictions du capitalisme. Voilà l'initiative dont nous avons besoin !

Le noyau le plus solide et le plus conséquent au cœur de cette initiative se trouve actuellement dans le programme et la ligne politique générale du PCR(co). Celui-ci a renoué ces dernières années avec l'analyse matérialiste et scientifique de la société au Canada. Il a réaffirmé la nécessité de la lutte pour le socialisme et le communisme et la voie indispensable de la guerre populaire contre le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

C'est sur cette base solide que nous nous appuyons pour, dès maintenant, faire un pas en avant.

Nous, participants et participantes au Congrès révolutionnaire canadien (CRC), appuyons sans réserve la création imminente du Parti communiste révolutionnaire. Nous entendons faire connaître et populariser auprès de la population canadienne, dans le plus grand nombre de villes, dans tous les milieux prolétariens et auprès des groupes et réseaux de militants et militantes la création du PCR.

C'est avec fierté et enthousiasme que nous entendons ainsi porter loin vers l'avant la lutte des pauvres et des prolétaires du Canada contre le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste. Nous ferons tout pour que notre appui se transforme dans la réalité de tous les jours en une puissante initiative des masses prolétariennes.

Appuyons le PCR et déployons dès maintenant à travers tout le Canada le plus vaste mouvement de lutte pour le socialisme que le pays aura connu !

(Novembre 2006)

## Résolution sur la création du *Parti communiste révolutionnaire*

CONSIDÉRANT :

Que la lutte pour le socialisme et le communisme exige la création d'un parti révolutionnaire d'avant-garde qui assumera la responsabilité de l'initier et la diriger jusqu'au bout;

Que la construction d'un tel parti est la toute première tâche à laquelle les militantes et militants révolutionnaires doivent se consacrer;

Que pour être digne de ce nom, ce parti doit s'appuyer fermement sur une ligne idéologique claire qui synthétise la riche expérience de lutte révolutionnaire du prolétariat mondial depuis plus de 150 ans;

Que depuis plus de six ans, le PCR(co) défend, applique et développe le marxisme-léninisme-maoïsme;

Qu'il s'est doté d'un programme exprimant clairement et correctement la voie de la révolution au Canada;

Qu'il a amorcé la tâche de déployer la propagande communiste parmi les masses prolétariennes, en se liant à elles et en participant à leurs luttes;

Qu'il a pris des initiatives et mené plusieurs campagnes politiques pour populariser le point de vue communiste et démontrer la viabilité de l'action révolutionnaire;

Qu'il a constamment soutenu la nécessité du parti et réussi à organiser le premier noyau solide de militantes et de militants autour de cette perspective;

Qu'il a entrepris une démarche d'unité sur une base de principes avec le Mouvement révolutionnaire internationale et renforcé ses liens avec les partis et organisations marxistes-léninistes-maoïstes d'autres pays;

Qu'il a convoqué et réuni avec succès le premier Congrès révolutionnaire canadien, lors duquel des militantes et militants communistes de tout le Canada ont pris acte des positions et de l'activité du PCR(co) et se sont prononcés en faveur de la création du parti;

**QUE LE DEUXIÈME CONGRÈS du PCR(co) proclame la fondation du Parti communiste révolutionnaire** – un parti marxiste-léniniste-maoïste, le parti d'avant-garde du prolétariat canadien, lié au mouvement communiste international.

Que ce congrès soit désormais connu comme le premier congrès du PCR.

(Le 28 janvier 2007)



**Joignez-vous à la révolution !**